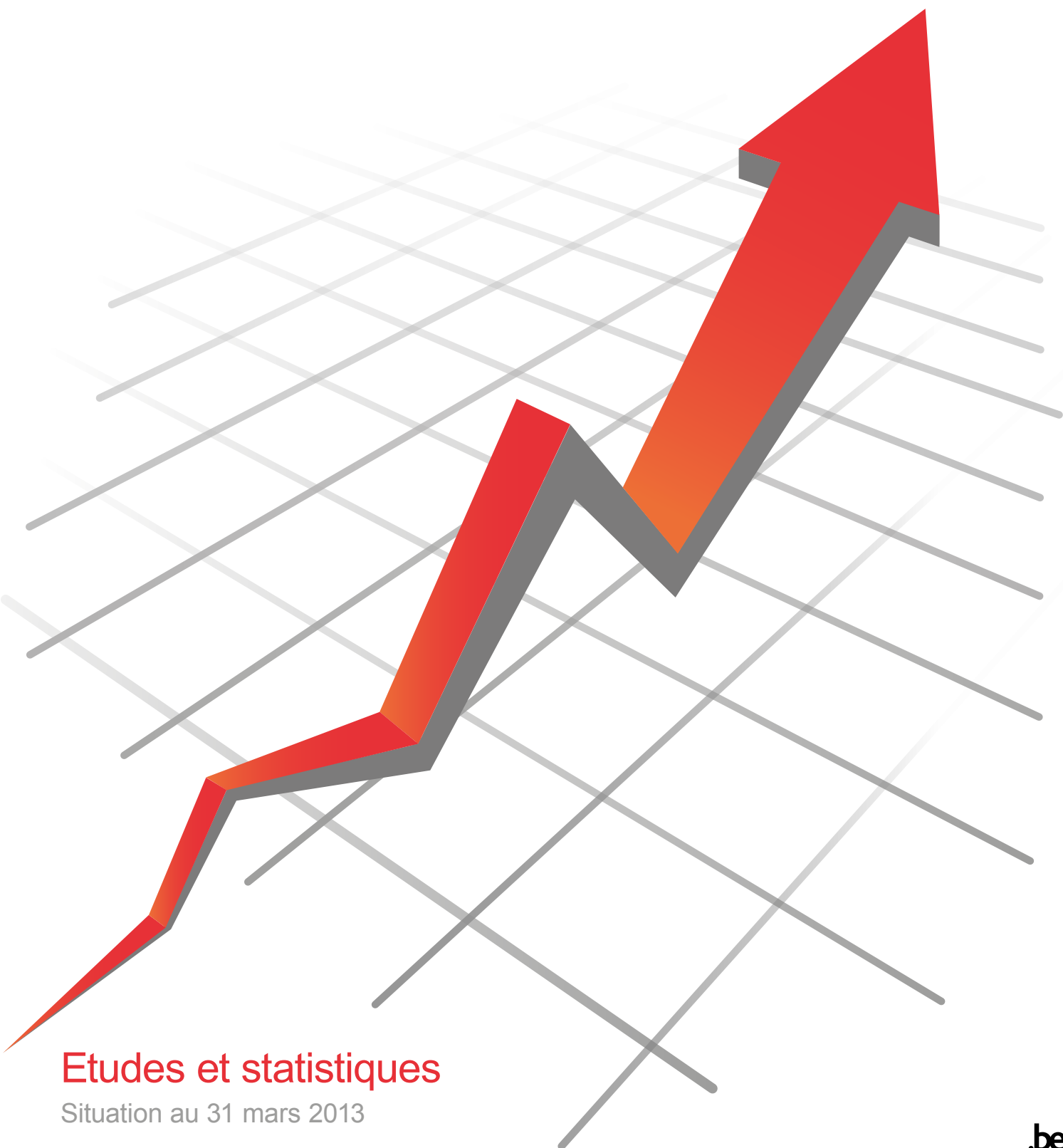


Indicateurs trimestriels du marché du travail



Etudes et statistiques

Situation au 31 mars 2013

Préface

L'Onem publie une statistique mensuelle du chômage indemnisé, dont le contenu a été enrichi depuis le 1^{er} janvier 2011. Cette statistique, basée sur les paiements d'allocations de chômage, est publiée aux environs du 25 du mois suivant.

L'Onem publie également un rapport annuel détaillé sur l'ensemble de ses missions (chômage, chômage avec complément d'entreprise, interruption de carrière et crédit temps, titres-service et autres mesures fédérales pour l'emploi ...). Ce rapport est publié en mars de l'année suivante.

La présente publication s'insère entre les deux publications précédentes.

Sa périodicité trimestrielle permet :

- d'une part, de réduire sensiblement les effets saisonniers ou techniques qui peuvent affecter des statistiques mensuelles basées sur les paiements ;
- d'autre part, de déceler de manière plus rapide que dans un rapport annuel des tendances d'évolution du marché du travail.

Son contenu est basé pour l'essentiel sur des indicateurs qui relèvent des missions de l'Onem. Ils sont répartis en 8 chapitres :

- Chômage temporaire
- Fermetures d'entreprises
- Chômage complet indemnisé des demandeurs d'emploi
- Chômage complet indemnisé au sens large
- Chômage avec complément d'entreprise
- Interruption de carrière et crédit-temps
- Mesures fédérales pour l'emploi : activation des allocations, titres-services ...
- Evolution globale des allocataires

Afin de bien situer ces indicateurs dans un contexte plus global et de renforcer l'analyse, le premier chapitre donne quelques indicateurs conjoncturels supplémentaires issus de sources externes (évolution de la conjoncture économique, des offres d'emploi et du travail intérimaire) et l'avant-dernier chapitre donne des éléments de comparaison internationale.

Le trimestre sous revue est en outre situé dans une perspective historique qui remonte au premier trimestre 2007, ce qui permet un suivi de l'évolution des effets de la crise et des comparaisons avec la situation d'avant la crise. Le dernier chapitre donne, pour les indicateurs principaux, une comparaison des trimestres correspondants des 10 dernières années, ce qui permet d'élargir cette perspective historique.

L'Onem continue bien sûr à publier sur son site (www.onem.be) :

- de nombreuses statistiques préformatées ;
- des statistiques interactives très détaillées et très récentes (aussi sur les fermetures d'entreprises) ;
- des études et analyses sur des thèmes spécifiques.

L'objectif est de compléter ainsi la contribution de l'Onem à l'analyse et au progrès de notre marché du travail.

L'Administrateur général



Georges CARLENS

Indicateurs trimestriels du marché du travail – situation au 31 mars 2013

Table des matières :

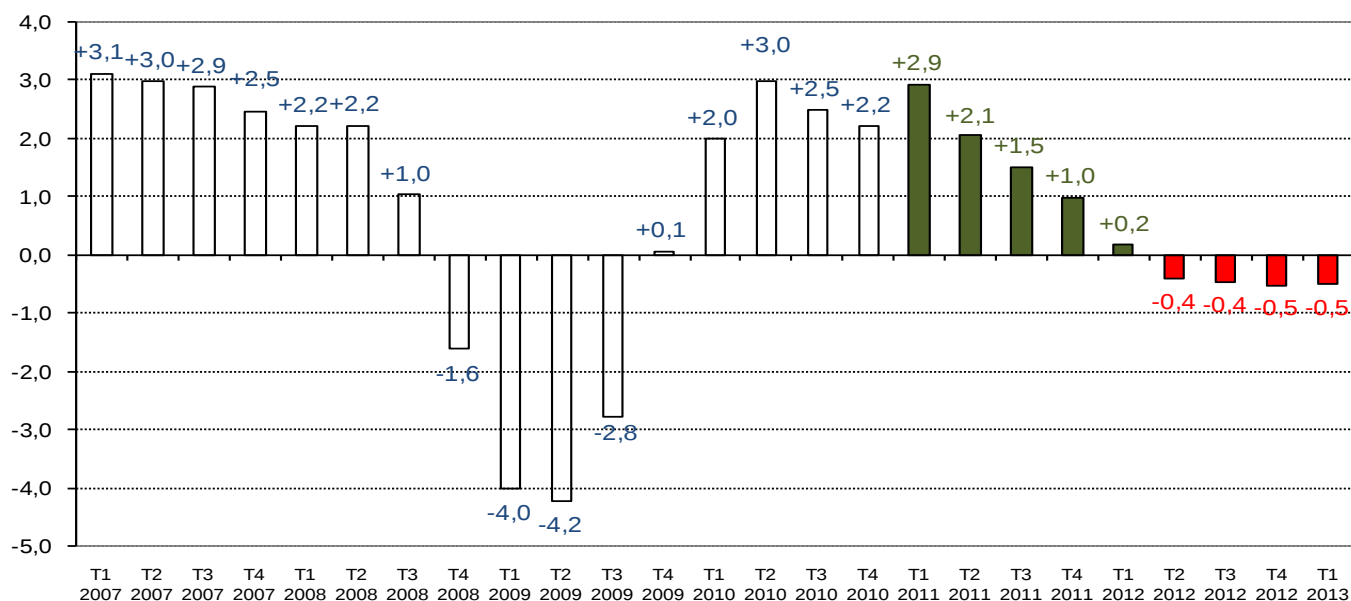
1	L'évolution de la conjoncture	3
1.1	PIB	3
1.2	Baromètre de la conjoncture.....	4
1.3	Offres d'emploi	5
1.4	Intérim	6
2	L'évolution des chômeurs temporaires	7
2.1	En unités physiques	7
2.2	En unités budgétaires.....	9
2.3	En jours indemnisés	10
2.4	Dont suspension employés (en unités physiques)	11
2.5	L'évolution du chômage temporaire par branche d'activité (en unités budgétaires)	12
3	L'évolution des créations et des disparitions d'entreprises.....	13
3.1	L'évolution des faillites.....	13
3.2	L'évolution des licenciements collectifs.....	16
3.3	L'évolution des créations d'entreprises	17
4	L'évolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)	18
4.1	Par région.....	18
4.2	Par sexe	20
4.3	Par classe d'âge.....	22
4.4	Par base d'admission	24
4.5	Par durée de chômage.....	26
5	L'évolution des chômeurs complets indemnisés (au sens large).....	28
6	L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés	30
6.1	L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise	31
6.2	L'évolution des chômeurs âgés dispensés	32
7	Mesures fédérales pour l'emploi	33
7.1	Primes de crise.....	33
7.2	Allocations de licenciement	33
7.3	Plan d'embauche win-win.....	34
7.4	Evolution des mesures d'activation selon le régime.....	35
7.5	Titres-services.....	35
8	L'évolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps.....	36
9	L'évolution des 3 groupes d'allocataires	37
10	Comparaison internationale	38
10.1	Taux de chômage.....	38
10.2	Evolution de l'emploi.....	39
11	Evolution sur 10 ans	40
11.1	Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi	40
11.2	Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise	41
11.3	Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise	42
11.4	Les chômeurs temporaires	42
11.5	Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés	43

1 L'évolution de la conjoncture

1.1 PIB

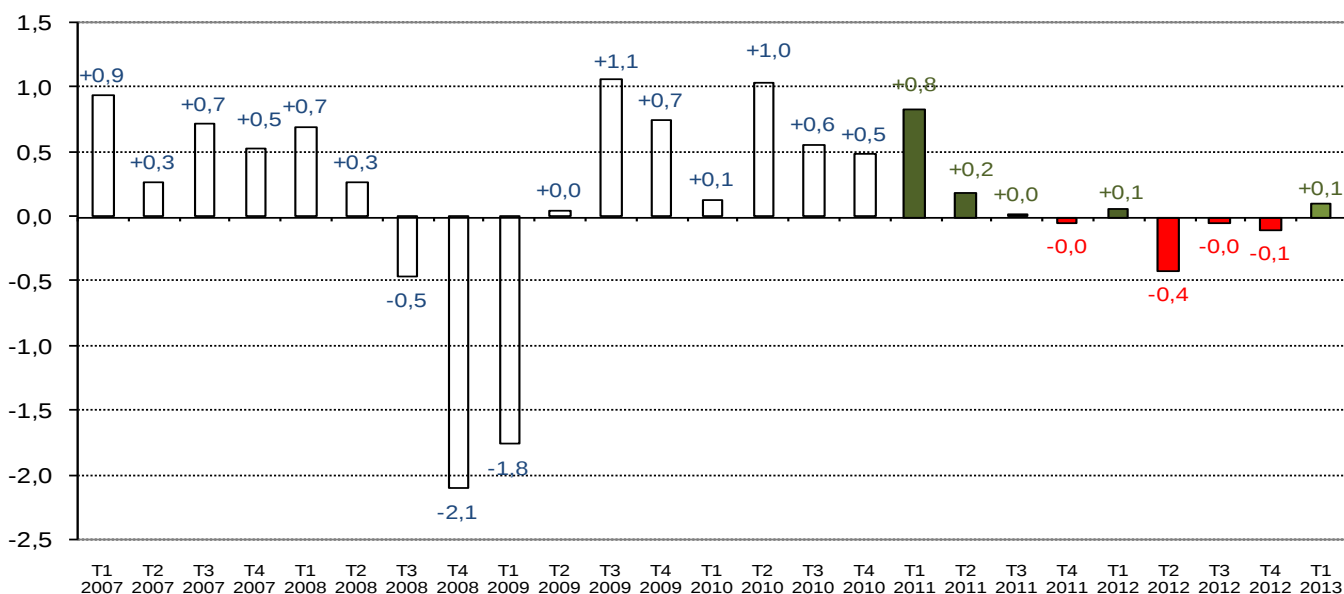
Graphique 1

Evolution trimestrielle du PIB (variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)



Graphique 2

Evolution trimestrielle du PIB (variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent)



Source: BNB – PIB en volume – année de référence 2010 - données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier

Après une année 2009 très mauvaise, la conjoncture économique se redresse dès l'année suivante et durant tout le premier semestre 2011. Au second semestre 2011, le PIB progresse toujours sur une base annuelle (cf. graphique 1) mais stagne sur une base trimestrielle (cf. graphique 2).

Malgré un léger sursaut au 1^{er} trimestre 2012 (+ 0,2 % sur une base annuelle et + 0,1 % sur une base trimestrielle), le PIB se replie de nouveau dès le trimestre suivant. Depuis le 3^{ème} trimestre 2012, il stagne sur une base trimestrielle entre - 0,1 % et + 0,1 %.¹

¹ Communiqué de presse de la BNB le 3 mai 2013 – ICN – Flash Estimate

Tableau 1

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 *	
PIB	354.150	357.522	347.670	356.067	362.706	361.683	361.683	362.768
Evolution	+ 2,9 %	+ 1,0 %	- 2,8 %	+ 2,4 %	+ 1,9 %	- 0,3 %	+ 0,0 %	+ 0,3 %

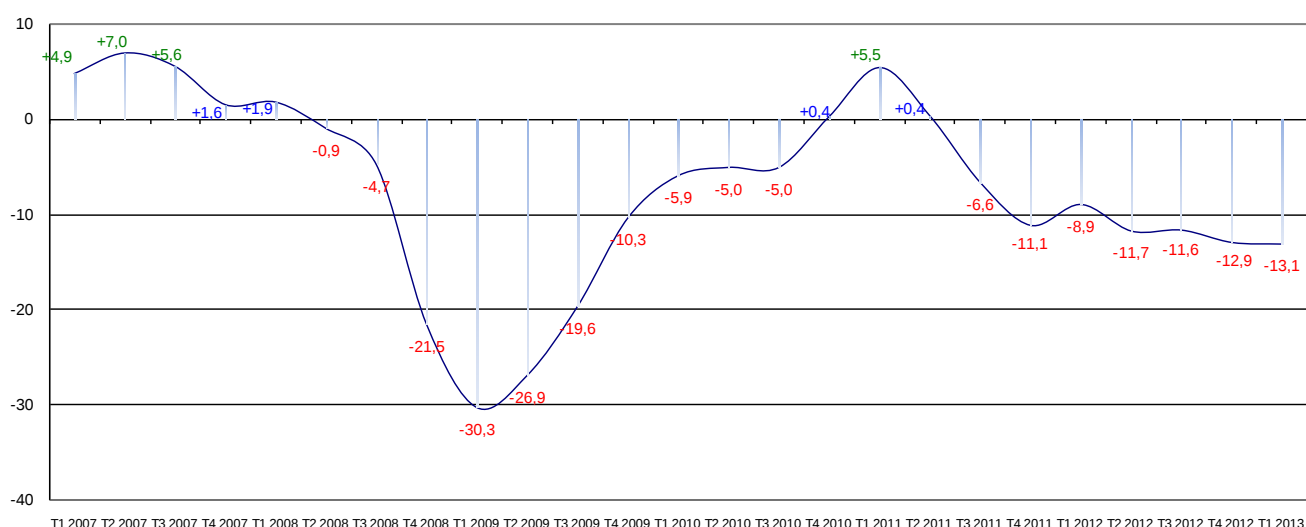
* Prévisions

Les prévisions les plus récentes² font état d'une évolution du PIB pour l'année 2013 comprise entre 0 % et + 0,3 %.

1.2 Baromètre de la conjoncture

Le baromètre de la conjoncture basé sur une enquête menée auprès d'un échantillon d'entrepreneurs traduit le sentiment du monde économique envers l'évolution de la conjoncture ; s'il est positif, cela témoigne de la confiance des entrepreneurs dans l'évolution future de la conjoncture.

Graphique 3



Source: BNB – Enquête mensuelle de conjoncture auprès des entreprises

Après avoir plongé durant la crise, le baromètre de la conjoncture s'était redressé par la suite pour redevenir positif durant 3 trimestres consécutifs (de T4 2010 à T2 2011).

Depuis le 3^{ème} trimestre 2011, il se replie de nouveau sans pour autant plonger.

Au cours des 2 derniers trimestres, il stagne aux alentours des - 13 points (- 12,9 points en T4 2012 et - 13,1 points en T1 2013).

² IRES – janvier 2013 : + 0,3 %

Commission européenne – février 2013 : + 0 %

FMI – avril 2013 : + 0,2 %

Belgian Prime News n° 59 – avril 2013: + 0,3 % (collaboration entre la BNB, le SPF Finances et plusieurs banques privées)

1.3 Offres d'emploi

Tableau 2

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	72.132	18.174	3.392	93.698
	T2	73.173	20.240	3.109	96.522
	T3	72.024	18.050	3.313	93.387
	T4	64.332	17.183	3.315	84.830
	Année	281.661	73.647	13.129	368.437
2008	T1	73.365	20.045	3.866	97.276
	T2	71.934	18.409	3.859	94.202
	T3	66.774	19.385	3.992	90.151
	T4	57.049	14.610	3.705	75.364
	Année	269.122	72.449	15.422	356.993
2009	T1	60.359	18.879	3.854	83.092
	T2	57.971	15.232	3.364	76.567
	T3	50.348	16.397	4.448	71.193
	T4	48.910	13.142	3.795	65.847
	Année	217.588	63.650	15.461	296.699
2010	T1	64.073	18.060	4.348	86.481
	T2	67.718	17.487	3.937	89.142
	T3	66.333	17.417	4.872	88.622
	T4	64.156	15.646	4.209	84.011
	Année	262.280	68.610	17.366	348.256
2011	T1	79.939	19.867	4.860	104.666
	T2	83.919	19.560	5.213	108.692
	T3	76.135	18.622	5.805	100.562
	T4	67.429	15.563	5.255	88.247
	Année	307.422	73.612	21.133	402.167
2012	T1	70.545	18.644	5.305	94.494
	T2	71.809	15.095	4.673	91.577
	T3	61.644	17.066	4.017	82.727
	T4	63.102	13.455	3.962	80.519
	Année	267.100	64.260	17.957	349.317
2013	T1	64.372	14.654	4.706	83.732

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	100	100	100	100
	T2	100	100	100	100
	T3	100	100	100	100
	T4	100	100	100	100
	Année	100	100	100	100
2008	T1	102	110	114	104
	T2	98	91	124	98
	T3	93	107	120	97
	T4	89	85	112	89
	Année	96	98	117	97
2009	T1	84	104	114	89
	T2	79	75	108	79
	T3	70	91	134	76
	T4	76	76	114	78
	Année	77	86	118	81
2010	T1	89	99	128	92
	T2	93	86	127	92
	T3	92	96	147	95
	T4	100	91	127	99
	Année	93	93	132	95
2011	T1	111	109	143	112
	T2	115	97	168	113
	T3	106	103	175	108
	T4	105	91	159	104
	Année	109	100	161	109
2012	T1	98	103	156	101
	T2	98	75	150	95
	T3	86	95	121	89
	T4	98	78	120	95
	Année	95	87	137	95
2013	T1	89	81	139	89
2012	T1	100	100	100	100
2013	T1	91	79	89	89

Sources: VDAB, FOREM, ACTIRIS et ADG - Offres d'emploi reçues par les services publics régionaux de l'emploi, issues du circuit économique normal à l'exclusion de l'intérim et des échanges d'offres entre services régionaux.

Durant l'année 2009, le nombre d'offres d'emploi reçues par les services régionaux de l'emploi a chuté en Flandre et en Wallonie. Depuis début 2010 jusqu'au 2^{ème} trimestre 2011, on note dans chaque région une hausse continue du nombre d'offres d'emploi reçues.

L'année 2012 marque un revirement de tendance : la baisse du nombre d'offres reçues touche toutes les régions avec une ampleur comparable. Au 1^{er} trimestre 2013, la Wallonie recule davantage (- 21 % entre T1 2012 et T1 2013 contre - 11 % pour Bruxelles et - 9 % pour la Flandre).

1.4 Intérim

Tableau 3

		Employés	Ouvriers	Total
2007	T1	229.170	411.469	640.639
	T2	238.244	413.372	651.615
	T3	240.474	404.634	645.109
	T4	245.503	396.252	641.754
	Année	238.348	406.432	644.779
2008	T1	254.742	411.199	665.941
	T2	253.624	394.564	648.189
	T3	252.531	365.160	617.691
	T4	240.491	324.150	564.641
	Année	250.347	373.768	624.116
2009	T1	226.194	275.096	501.290
	T2	213.772	255.224	468.996
	T3	207.102	263.041	470.143
	T4	208.619	279.313	487.932
	Année	213.922	268.169	482.090
2010	T1	212.667	290.718	503.385
	T2	218.035	315.664	533.699
	T3	223.940	330.505	554.445
	T4	229.366	343.571	572.937
	Année	221.002	320.115	541.116
2011	T1	233.277	359.146	592.423
	T2	234.996	356.194	591.190
	T3	234.685	344.905	579.590
	T4	232.746	336.798	569.543
	Année	233.926	349.261	583.187
2012	T1	228.180	324.235	552.415
	T2	228.064	318.605	546.669
	T3	225.419	306.787	532.206
	T4	225.043	294.653	519.696
	Année	226.677	311.070	537.746
2013	T1	225.992	287.969	513.961

		Employés	Ouvriers	Total
2007	T1	100	100	100
	T2	100	100	100
	T3	100	100	100
	T4	100	100	100
	Année	100	100	100
2008	T1	111	100	104
	T2	106	95	99
	T3	105	90	96
	T4	98	82	88
	Année	105	92	97
2009	T1	99	67	78
	T2	90	62	72
	T3	86	65	73
	T4	85	70	76
	Année	90	66	75
2010	T1	93	71	79
	T2	92	76	82
	T3	93	82	86
	T4	93	87	89
	Année	93	79	84
2011	T1	102	87	92
	T2	99	86	91
	T3	98	85	90
	T4	95	85	89
	Année	98	86	90
2012	T1	100	79	86
	T2	96	77	84
	T3	94	76	82
	T4	92	74	81
	Année	95	77	83
2013	T1	99	70	80

2012	T1	100	100	100
2013	T1	99	89	93

Source : FEDERAGON – Les chiffres du tableau de gauche donnent une estimation du nombre moyen d'heures d'intérim prestées par jour en Belgique au cours du trimestre concerné.³

Après une mauvaise année 2009, le nombre d'heures prestées en intérim remonte progressivement en 2010 et au cours des 3 premiers trimestres de l'année 2011. Au 1^{er} trimestre 2012, on note un revirement de tendance : le nombre d'heures diminue sur une base annuelle dans le segment des ouvriers. Ce fléchissement s'accroît durant toute l'année 2012 jusque et y compris le 1^{er} trimestre 2013 (- 30 % par rapport au 1^{er} trimestre 2007).

Le segment des ouvriers est traditionnellement davantage sujet aux fluctuations de la conjoncture que celui des employés. Aussi, la baisse de 30 % depuis 2007 et de 11 % sur une base annuelle dans le segment des ouvriers témoigne d'une situation économique qui continue de se dégrader.

³ Cette moyenne journalière par trimestre a été calculée comme la moyenne arithmétique des moyennes journalières des trois mois du trimestre. Les chiffres trimestriels qui sont basés sur le volume réel d'heures d'intérim prestées par trimestre sont disponibles sur le site de Federgon avec un retard d'environ 2 mois à l'adresse suivante : <http://federgon.be/fr/chiffres/interim/enquete-trimestrielle-sur-les-activites-interimaires/>

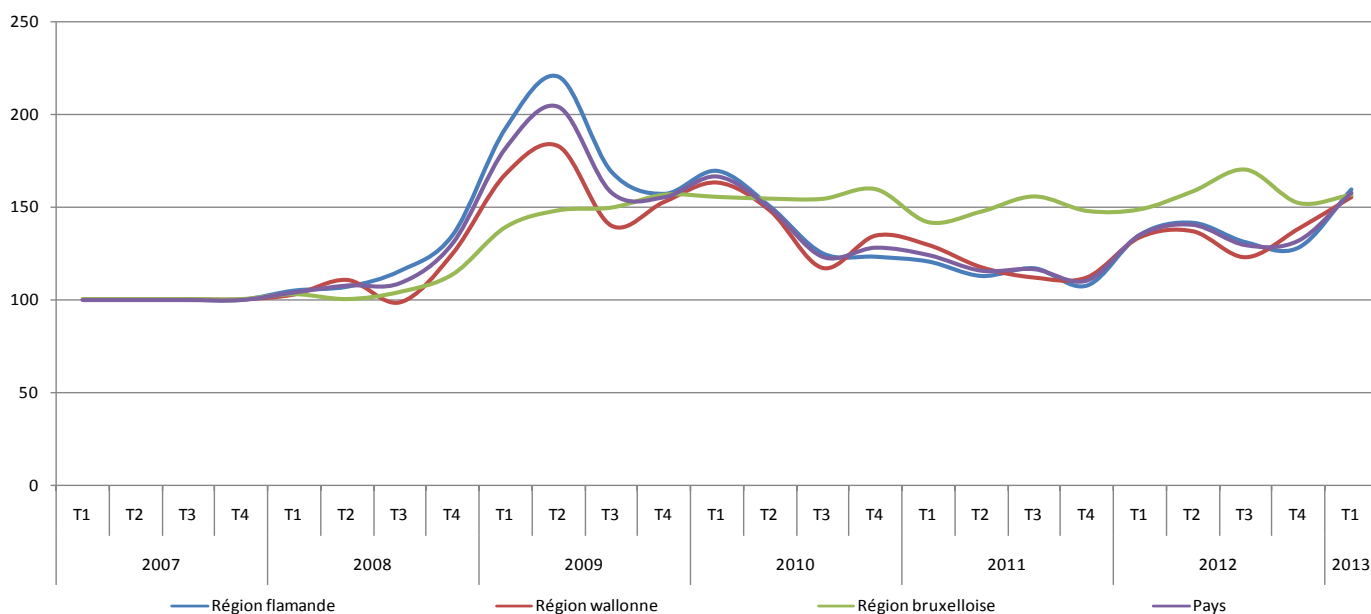
2 L'évolution des chômeurs temporaires

2.1 En unités physiques

Tableau 4

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	97.184	50.354	6.215	153.753	2007	T1	100	100	100	100
	T2	69.716	37.444	5.007	112.167		T2	100	100	100	100
	T3	61.041	34.522	3.874	99.438		T3	100	100	100	100
	T4	71.883	38.299	4.255	114.437		T4	100	100	100	100
	Année	74.956	40.155	4.838	119.949		Année	100	100	100	100
2008	T1	101.974	51.667	6.381	160.021	2008	T1	105	103	103	104
	T2	74.597	41.352	5.009	120.958		T2	107	110	100	108
	T3	70.485	33.961	4.025	108.471		T3	115	98	104	109
	T4	96.909	47.761	4.826	149.496		T4	135	125	113	131
	Année	85.991	43.685	5.060	134.737		Année	115	109	105	112
2009	T1	186.704	84.301	8.637	279.643	2009	T1	192	167	139	182
	T2	153.217	68.302	7.412	228.931		T2	220	182	148	204
	T3	103.057	48.219	5.791	157.067		T3	169	140	149	158
	T4	112.773	58.388	6.656	177.817		T4	157	152	156	155
	Année	138.938	64.802	7.124	210.864		Année	185	161	147	176
2010	T1	164.447	82.015	9.651	256.113	2010	T1	169	163	155	167
	T2	104.678	55.343	7.728	167.749		T2	150	148	154	150
	T3	76.246	40.348	5.976	122.569		T3	125	117	154	123
	T4	88.493	51.436	6.784	146.713		T4	123	134	159	128
	Année	108.466	57.285	7.535	173.286		Année	145	143	156	144
2011	T1	117.140	65.083	8.800	191.023	2011	T1	121	129	142	124
	T2	78.624	43.910	7.379	129.912		T2	113	117	147	116
	T3	71.370	38.567	6.026	115.963		T3	117	112	156	117
	T4	77.384	42.823	6.284	126.491		T4	108	112	148	111
	Année	86.129	47.596	7.122	140.847		Année	115	119	147	117
2012	T1	131.133	67.190	9.233	207.555	2012	T1	135	133	149	135
	T2	98.535	51.166	7.926	157.626		T2	141	137	158	141
	T3	79.908	42.343	6.588	128.839		T3	131	123	170	130
	T4	92.135	52.740	6.464	151.338		T4	128	138	152	132
	Année	100.428	53.360	7.552	161.340		Année	134	133	156	135
2013	T1	154.753	78.068	9.720	242.541	2013	T1	159	155	156	158
						2012	T1	100	100	100	100
						2013	T1	118	116	105	117

Graphique 4



On observe une augmentation du chômage temporaire depuis le début de l'année 2008. Elle se marque nettement à partir du 4^{ème} trimestre pour culminer au 2^{ème} trimestre 2009. Elle diminue ensuite progressivement avec un léger rebond au premier trimestre 2010 influencé aussi par l'hiver rigoureux qui a augmenté le recours au chômage temporaire pour intempéries.

On observe une augmentation du chômage temporaire depuis le début de l'année 2012 qui peut s'expliquer par l'évolution économique défavorable mais aussi par les intempéries au premier semestre. Aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2012, on enregistre à chaque fois une hausse par rapport au trimestre correspondant de 2011. Par rapport à l'année 2011, on note en 2012 une augmentation de 15 %. La combinaison des effets de la conjoncture et des intempéries survenues au cours de l'hiver dernier a engendré une hausse considérable du chômage temporaire durant le 1^{er} trimestre 2013 : + 16,9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012.

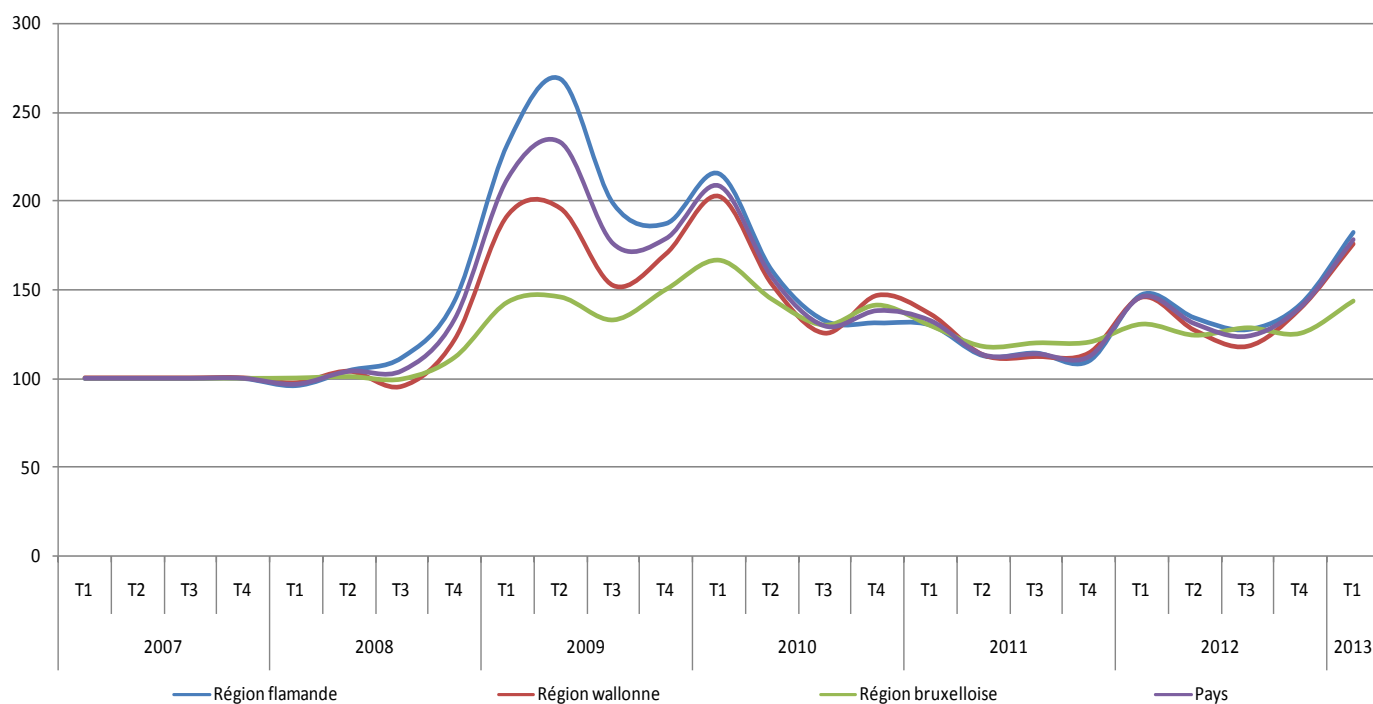
2.2 En unités budgétaires

Tableau 5

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	23.661	16.341	2.087	42.089	2007	T1	100	100	100	100
	T2	14.931	10.849	1.672	27.452		T2	100	100	100	100
	T3	12.372	9.549	1.455	23.376		T3	100	100	100	100
	T4	14.742	10.726	1.468	26.936		T4	100	100	100	100
	Année	16.427	11.866	1.670	29.963		Année	100	100	100	100
2008	T1	22.708	15.892	2.091	40.691	2008	T1	96	97	100	97
	T2	15.596	11.254	1.689	28.539		T2	104	104	101	104
	T3	13.826	9.091	1.449	24.366		T3	112	95	100	104
	T4	21.221	13.063	1.642	35.926		T4	144	122	112	133
	Année	18.338	12.325	1.718	32.381		Année	112	104	103	108
2009	T1	54.960	31.368	2.987	89.315	2009	T1	232	192	143	212
	T2	40.139	21.249	2.440	63.828		T2	269	196	146	233
	T3	24.560	14.534	1.935	41.029		T3	199	152	133	176
	T4	27.624	18.262	2.206	48.092		T4	187	170	150	179
	Année	36.821	21.353	2.392	60.566		Année	224	180	143	202
2010	T1	50.973	33.122	3.481	87.577	2010	T1	215	203	167	208
	T2	24.027	16.583	2.419	43.029		T2	161	153	145	157
	T3	16.394	11.962	1.892	30.248		T3	133	125	130	129
	T4	19.363	15.738	2.075	37.176		T4	131	147	141	138
	Année	27.689	19.351	2.467	49.507		Année	169	163	148	165
2011	T1	30.777	22.232	2.709	55.717	2011	T1	130	136	130	132
	T2	16.842	12.255	1.973	31.070		T2	113	113	118	113
	T3	14.141	10.699	1.746	26.586		T3	114	112	120	114
	T4	16.199	12.241	1.768	30.208		T4	110	114	120	112
	Année	19.490	14.357	2.049	35.895		Année	119	121	123	120
2012	T1	34.851	23.800	2.727	61.378	2012	T1	147	146	131	146
	T2	20.023	13.760	2.079	35.862		T2	134	127	124	131
	T3	15.783	11.254	1.870	28.908		T3	128	118	129	124
	T4	20.917	14.941	1.841	37.699		T4	142	139	125	140
	Année	22.894	15.939	2.129	40.962		Année	139	134	127	137
2013	T1	43.154	28.725	3.000	74.879	2013	T1	182	176	144	178

2012	T1	100	100	100	100
2013	T1	124	121	110	122

Graphique 5

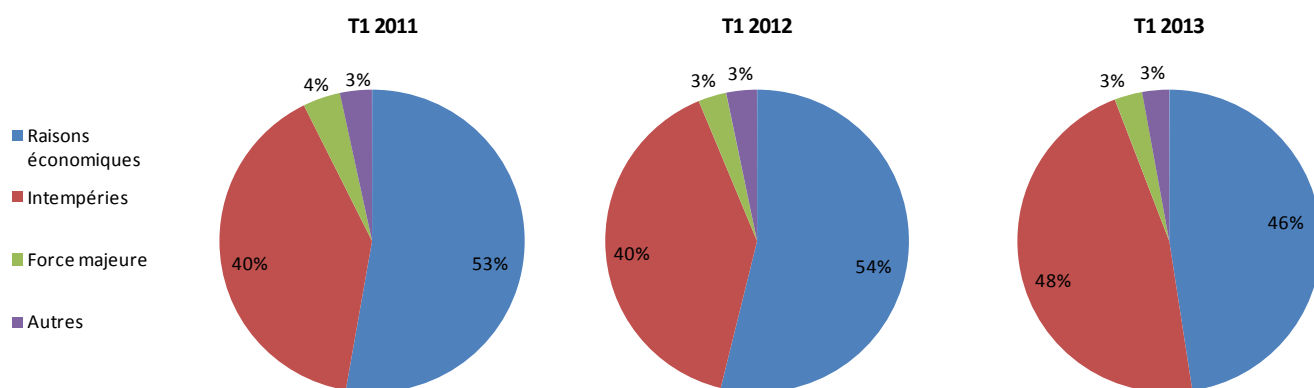


En général, les chômeurs temporaires ne perçoivent des allocations que pour quelques jours par mois. Dès lors, il est utile d'ajouter une présentation de leur évolution en unités budgétaires (équivalents temps plein). L'évolution globale est comparable mais les hausses enregistrées en unités budgétaires ont été, pendant la crise de 2009, plus fortes que celles enregistrées en unités physiques. Cela signifie que le nombre mensuel de jours chômés par ouvrier (ou employé) mis en chômage temporaire pendant la crise a été plus élevé qu'en temps normal.

Entre 2011 et 2012, cette tendance s'est inversée. L'augmentation en unités budgétaires est de 14,1 % entre 2011 et 2012 contre 14,5 % en unités physiques. Entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013, avec la conjoncture défavorable, la tendance s'est à nouveau inversée conjointement à une progression importante du chômage temporaire : + 22,0 % en unités budgétaires et + 16,9 % en unités physiques.

2.3 En jours indemnisés

Graphique 6⁴



En nombre de jours indemnisés, on observe une augmentation globale de 23,2 % du nombre de jours de chômage temporaire entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013. Selon les données avant vérification, on enregistre une hausse de 9,0 % du chômage temporaire pour raisons économiques et une hausse de 45 % du chômage temporaire résultant des intempéries.

⁴ Répartition du nombre de jours de chômage temporaire selon le motif : pour T1 2011 et T1 2012, il s'agit de données après vérification tandis que pour T1 2013, il s'agit de données avant vérification.

2.4 Dont suspension employés (en unités physiques)

Tableau 6

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2009	T3	1.175	691	112	1.977
	T4	4.865	2.412	400	7.678
	Année	3.020	1.552	256	4.828
2010	T1	5.031	2.487	525	8.043
	T2	4.063	2.004	243	6.310
	T3	1.747	608	103	2.459
	T4	726	411	48	1.185
	Année	2.892	1.378	230	4.499
2011	T1	875	484	59	1.418
	T2	1.050	494	60	1.604
	T3	1.043	292	40	1.375
	T4	815	397	41	1.253
	Année	946	417	50	1.412
2012	T1	867	518	41	1.426
	T2	998	556	35	1.588
	T3	898	334	30	1.262
	T4	952	813	20	1.784
	Année	929	555	31	1.515
2013	T1	1.453	827	30	2.310

La suspension de crise « employés » a été instaurée en juillet 2009. Très vite, elle a répondu aux attentes des entreprises avec des pics au dernier trimestre 2009 et au premier trimestre 2010.

Au cours du second semestre 2010, le nombre d'employés mis en chômage temporaire chute de manière drastique. En 2011, le nombre de paiements mensuels moyens s'est stabilisé à un niveau nettement inférieur à celui de 2010.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, une nouvelle réglementation à caractère permanent est entrée en vigueur en matière de suspension de contrats de travail pour employés. Cette réglementation remplace celle concernant la suspension de crise qui n'était pas prolongée au-delà du 31 décembre 2011 mais en reprend, dans les grandes lignes, les mêmes modalités. Le suivi de l'évolution reste donc pertinent. On a connu une stabilisation durant les 3 premiers trimestres de 2012 par rapport aux 3 premiers trimestres de 2011. Cette stabilisation ne s'est plus confirmée pour le 4^{ème} trimestre 2012 et encore moins pour le 1^{er} trimestre 2013. La conjoncture défavorable se fait donc également ressentir à travers la forte hausse des suspensions employés : + 62 % entre le 1^{er} trimestre 2013 et le trimestre correspondant de 2012.

2.5 L'évolution du chômage temporaire par branche d'activité (en unités budgétaires)

Tableau 7

Secteur	2007 - T1		2012 - T1		2013 - T1		diff. 2013/2007 en %	diff. 2013/2012 en %
Agriculture, sylviculture et pêche	1.249	3,0 %	1.702	2,8 %	2.083	2,8 %	+ 66,8 %	+ 22,4 %
Extraction de minerais	680	1,6 %	1.416	2,3 %	1.189	1,6 %	+ 74,8 %	- 16,0 %
Industrie	11.487	27,3 %	16.152	26,3 %	19.817	26,5 %	+ 72,5 %	+ 22,7 %
dont:								
<i>fabrication de produits non métalliques</i>	295	0,7 %	767	1,2 %	914	1,2 %	+ 210,0 %	+ 19,2 %
<i>industrie du verre</i>	143	0,3 %	268	0,4 %	346	0,5 %	+ 141,9 %	+ 29,3 %
<i>industrie chimique</i>	505	1,2 %	905	1,5 %	1.005	1,3 %	+ 98,8 %	+ 11,0 %
<i>fabrication de produits en métal</i>	260	0,6 %	645	1,1 %	678	0,9 %	+ 160,6 %	+ 5,1 %
<i>fabrication de machines/de matériel mécanique</i>	3.673	8,7 %	6.084	9,9 %	8.902	11,9 %	+ 142,4 %	+ 46,3 %
<i>construction de machines de bureau</i>	723	1,7 %	1.065	1,7 %	1.348	1,8 %	+ 86,5 %	+ 26,6 %
<i>construction d'automobiles</i>	221	0,5 %	269	0,4 %	415	0,6 %	+ 87,3 %	+ 54,0 %
<i>fabrication d'instr. de précision/d'optique</i>	4	0,0 %	3	0,0 %	3	0,0 %	- 36,2 %	+ 8,6 %
<i>produits alimentaires, industrie des boissons</i>	1.284	3,1 %	1.362	2,2 %	1.398	1,9 %	+ 8,9 %	+ 2,6 %
<i>industrie du tabac</i>	19	0,0 %	24	0,0 %	25	0,0 %	+ 31,3 %	+ 5,2 %
<i>industrie du textile</i>	1.852	4,4 %	2.021	3,3 %	1.728	2,3 %	- 6,7 %	- 14,5 %
<i>industrie du cuir</i>	55	0,1 %	49	0,1 %	48	0,1 %	- 12,3 %	- 1,5 %
<i>industrie de la chaussure</i>	14	0,0 %	12	0,0 %	8	0,0 %	- 43,0 %	- 31,8 %
<i>industrie de l'habillement</i>	846	2,0 %	734	1,2 %	744	1,0 %	- 12,0 %	+ 1,4 %
<i>industrie du bois/fabrication de meubles</i>	840	2,0 %	1.149	1,9 %	1.430	1,9 %	+ 70,3 %	+ 24,5 %
<i>industrie du papier</i>	210	0,5 %	340	0,6 %	370	0,5 %	+ 75,7 %	+ 8,9 %
<i>imprimerie/édition</i>	248	0,6 %	307	0,5 %	314	0,4 %	+ 26,4 %	+ 2,0 %
<i>industrie du caoutchouc</i>	7	0,0 %	9	0,0 %	11	0,0 %	+ 49,8 %	+ 20,6 %
<i>fabrication de produits en plastique</i>	1	0,0 %	2	0,0 %	2	0,0 %	+ 74,7 %	+ 43,1 %
<i>industrie du diamant</i>	262	0,6 %	114	0,2 %	104	0,1 %	- 60,4 %	- 9,1 %
<i>autres industries manufacturières</i>	24	0,1 %	26	0,0 %	26	0,0 %	+ 5,7 %	0,0 %
Construction	15.465	36,7 %	20.245	33,0 %	26.141	34,9 %	+ 69,0 %	+ 29,1 %
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	27	0,1 %	29	0,0 %	34	0,0 %	+ 23,1 %	+ 17,5 %
Commerce, banques et assurances	1.131	2,7 %	1.416	2,3 %	1.619	2,2 %	+ 43,1 %	+ 14,3 %
Transports et communications	1.237	2,9 %	2.190	3,6 %	2.493	3,3 %	+ 101,6 %	+ 13,8 %
dont:								
<i>dockers</i>	117	0,3 %	148	0,2 %	206	0,3 %	+ 76,8 %	+ 39,0 %
Services	8.416	20,0 %	14.265	23,2 %	16.522	22,1 %	+ 96,3 %	+ 15,8 %
dont:								
<i>horeca</i>	1.946	4,6 %	2.298	3,7 %	2.214	3,0 %	+ 13,8 %	- 3,7 %
<i>réparation de biens de consommation et de véhicules</i>	311	0,7 %	409	0,7 %	475	0,6 %	+ 53,0 %	+ 16,1 %
<i>services fournis aux entreprises</i>	1.845	4,4 %	4.086	6,7 %	5.071	6,8 %	+ 174,9 %	+ 24,1 %
<i>administration publique générale</i>	320	0,8 %	530	0,9 %	626	0,8 %	+ 95,4 %	+ 18,0 %
<i>enseignement</i>	77	0,2 %	113	0,2 %	124	0,2 %	+ 61,1 %	+ 10,0 %
<i>santé publique et services vétérinaires</i>	269	0,6 %	246	0,4 %	245	0,3 %	- 9,0 %	- 0,3 %
<i>autres activités de services</i>	186	0,4 %	262	0,4 %	283	0,4 %	+ 51,7 %	+ 7,7 %
<i>autres services</i>	3.462	8,2 %	6.322	10,3 %	7.484	10,0 %	+ 116,2 %	+ 18,4 %
Activité à l'étranger, jeunes ayant quitté l'école, indéterminé	2.396	5,7 %	3.961	6,5 %	4.983	6,7 %	+ 107,9 %	+ 25,8 %
Total	42.089	100 %	61.378	100 %	74.879	100 %	+ 77,9 %	+ 22,0 %

Par rapport au 1^{er} trimestre 2012, le chômage temporaire (exprimé en unités budgétaires) enregistré durant le 1^{er} trimestre 2013 a connu une hausse de 22 %. A épinglez, les secteurs de la fabrication de machines et de matériel mécanique ainsi que celui de l'automobile qui ont crû de respectivement 46,3 et 54 % entre ces 2 trimestres.

L'augmentation est de 22,7 % dans les secteurs industriels, de 15,8 % dans les services et, sous l'influence concomitante des intempéries, de 29,1 % dans la construction.

3 L'évolution des créations et des disparitions d'entreprises

3.1 L'évolution des faillites⁵

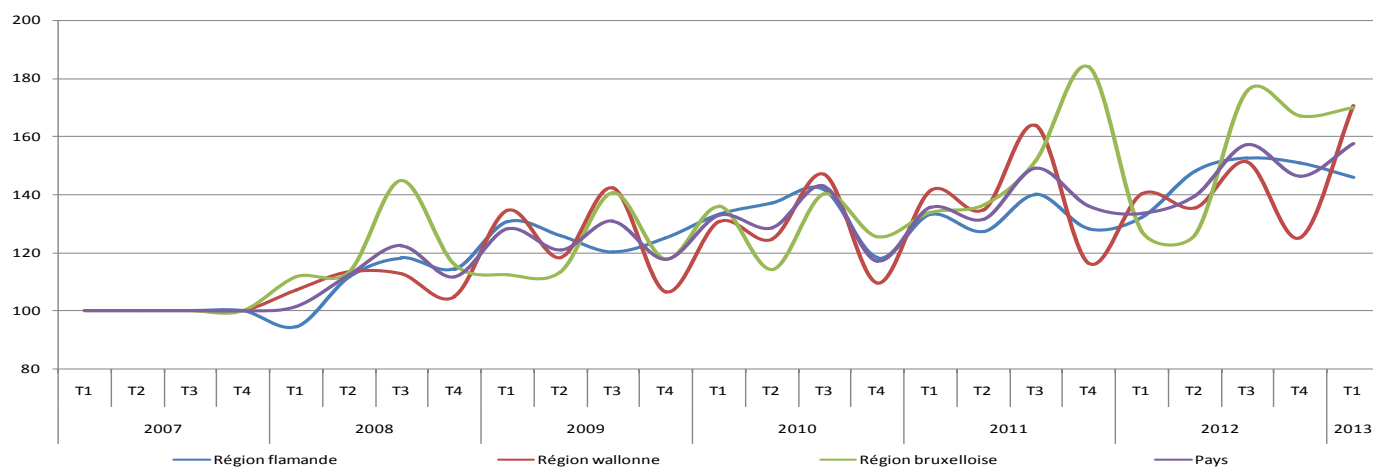
3.1.1 Avec ou sans personnel

Tableau 8

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	1.001	548	373	1.922	2007	T1	100	100	100	100
	T2	953	581	416	1.950		T2	100	100	100	100
	T3	728	400	310	1.438		T3	100	100	100	100
	T4	1.003	638	428	2.069		T4	100	100	100	100
	Année	3.685	2.167	1.527	7.379		Année	100	100	100	100
2008	T1	946	588	417	1.951	2008	T1	95	107	112	102
	T2	1.063	659	472	2.194		T2	112	113	113	113
	T3	860	451	449	1.760		T3	118	113	145	122
	T4	1.147	669	496	2.312		T4	114	105	116	112
	Année	4.016	2.367	1.834	8.217		Année	109	109	120	111
2009	T1	1.308	738	419	2.465	2009	T1	131	135	112	128
	T2	1.199	687	472	2.358		T2	126	118	113	121
	T3	876	569	436	1.881		T3	120	142	141	131
	T4	1.254	679	504	2.437		T4	125	106	118	118
	Année	4.637	2.673	1.831	9.141		Année	126	123	120	124
2010	T1	1.333	716	507	2.556	2010	T1	133	131	136	133
	T2	1.308	724	475	2.507		T2	137	125	114	129
	T3	1.032	588	435	2.055		T3	142	147	140	143
	T4	1.186	699	537	2.422		T4	118	110	125	117
	Année	4.859	2.727	1.954	9.540		Année	132	126	128	129
2011	T1	1.332	774	499	2.605	2011	T1	133	141	134	136
	T2	1.213	783	568	2.564		T2	127	135	137	131
	T3	1.019	655	470	2.144		T3	140	164	152	149
	T4	1.285	743	787	2.815		T4	128	116	184	136
	Année	4.849	2.955	2.324	10.128		Année	132	136	152	137
2012	T1	1.323	768	475	2.566	2012	T1	132	140	127	134
	T2	1.410	787	525	2.722		T2	148	135	126	140
	T3	1.110	605	544	2.259		T3	152	151	175	157
	T4	1.513	799	715	3.027		T4	151	125	167	146
	Année	5.356	2.959	2.259	10.574		Année	145	137	148	143
2013	T1	1.459	935	633	3.027	2013	T1	146	171	170	157

2012 T1	100	100	100	100
2013 T1	110	122	133	118

Graphique 7



L'évolution du nombre de faillites d'entreprises occupant ou non du personnel enregistre une augmentation continue depuis 2007. Entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013, l'augmentation ne faiblit pas : + 18 % au niveau du pays.

⁵ Source : Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise (Onem)

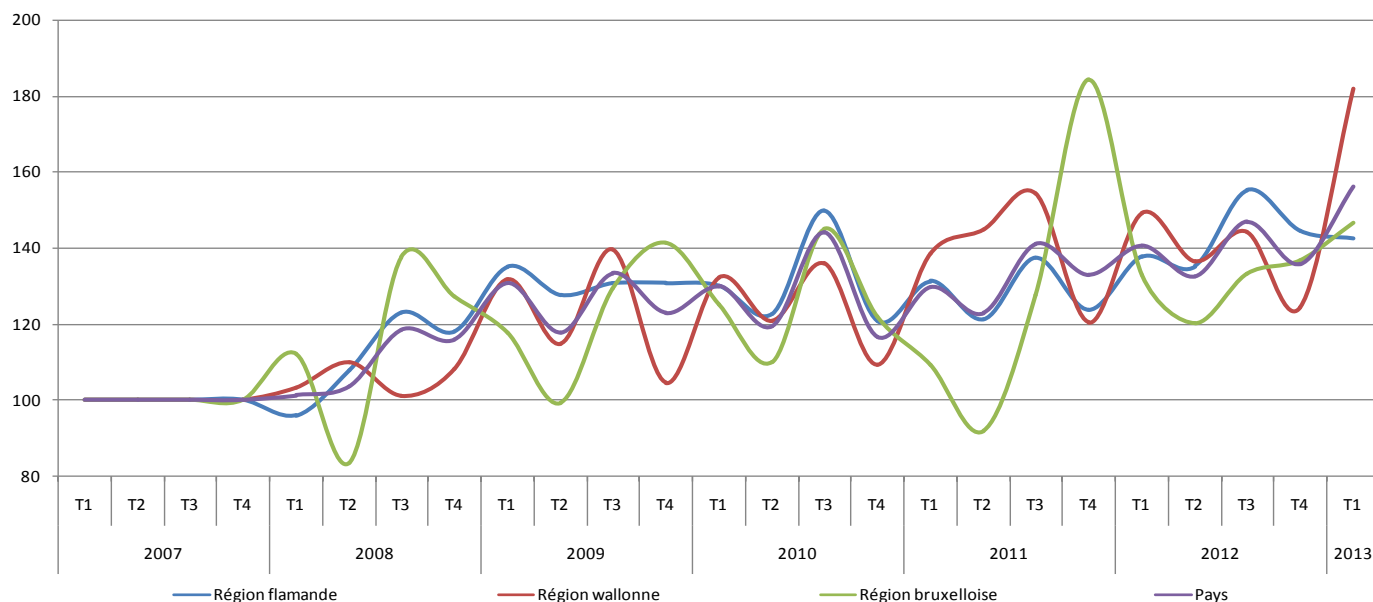
3.1.2 Avec personnel (par région)

Tableau 9

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	368	242	131	741
	T2	375	255	159	789
	T3	261	195	120	576
	T4	354	284	133	771
	Année	1.358	976	543	2.877
2008	T1	353	250	147	750
	T2	404	280	133	817
	T3	321	197	165	683
	T4	418	307	169	894
	Année	1.496	1.034	614	3.144
2009	T1	497	319	154	970
	T2	479	293	158	930
	T3	341	272	155	768
	T4	463	297	188	948
	Année	1.780	1.181	655	3.616
2010	T1	479	320	164	963
	T2	460	308	175	943
	T3	391	265	174	830
	T4	428	310	162	900
	Année	1.758	1.203	675	3.636
2011	T1	483	335	143	961
	T2	455	369	146	970
	T3	359	301	153	813
	T4	438	342	245	1.025
	Année	1.735	1.347	687	3.769
2012	T1	507	361	174	1.042
	T2	507	348	191	1.046
	T3	405	281	160	846
	T4	512	353	182	1.047
	Année	1.931	1.343	707	3.981
2013	T1	525	440	192	1.157

	Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	100	100	100
	T2	100	100	100
	T3	100	100	100
	T4	100	100	100
	Année	100	100	100
2008	T1	96	103	112
	T2	108	110	84
	T3	123	101	138
	T4	118	108	127
	Année	110	106	113
2009	T1	135	132	118
	T2	128	115	99
	T3	131	139	129
	T4	131	105	141
	Année	131	121	121
2010	T1	130	132	125
	T2	123	121	110
	T3	150	136	145
	T4	121	109	122
	Année	129	123	124
2011	T1	131	138	109
	T2	121	145	92
	T3	138	154	128
	T4	124	120	184
	Année	128	138	127
2012	T1	138	149	133
	T2	135	136	120
	T3	155	144	133
	T4	145	124	137
	Année	142	138	130
2013	T1	143	182	147
2012 T1	100	100	100	100
2013 T1	104	122	110	111

Graphique 8



L'évolution du nombre de faillites d'entreprises occupant du personnel est un peu moins forte : entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013, l'augmentation est de 11 %.

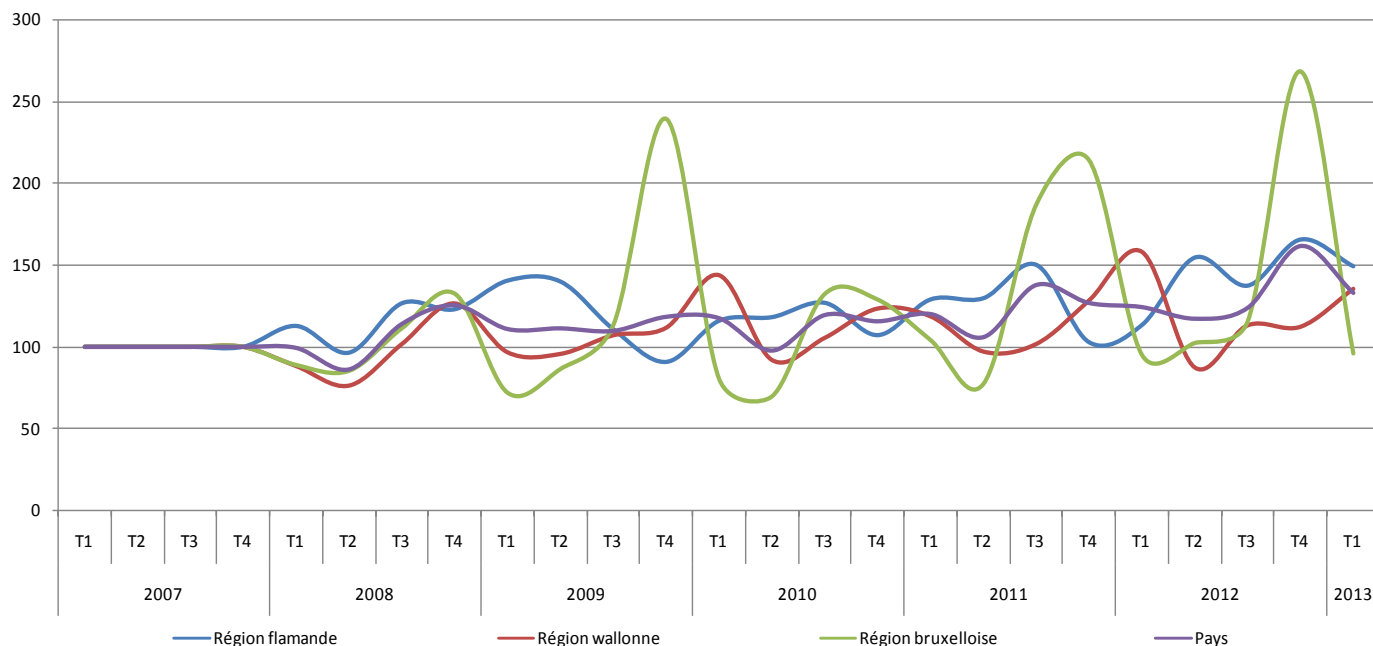
3.1.3 Emplois perdus (par région)

Tableau 10

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	2.639	1.978	1.286	5.903	2007	T1	100	100	100	100
	T2	2.373	2.351	1.253	5.977		T2	100	100	100	100
	T3	1.775	1.643	.769	4.187		T3	100	100	100	100
	T4	2.622	1.704	.697	5.023		T4	100	100	100	100
	Année	9.409	7.676	4.005	21.090		Année	100	100	100	100
2008	T1	2.976	1.746	1.143	5.865	2008	T1	113	88	89	99
	T2	2.287	1.794	1.069	5.150		T2	96	76	85	86
	T3	2.249	1.672	.856	4.777		T3	127	102	111	114
	T4	3.226	2.157	.923	6.306		T4	123	127	132	126
	Année	10.738	7.369	3.991	22.098		Année	114	96	100	105
2009	T1	3.711	1.912	.925	6.548	2009	T1	141	97	72	111
	T2	3.323	2.250	1.083	6.656		T2	140	96	86	111
	T3	1.966	1.760	.871	4.597		T3	111	107	113	110
	T4	2.378	1.904	1.667	5.949		T4	91	112	239	118
	Année	11.378	7.826	4.546	23.750		Année	121	102	114	113
2010	T1	3.060	2.846	1.035	6.941	2010	T1	116	144	80	118
	T2	2.804	2.163	.873	5.840		T2	118	92	70	98
	T3	2.254	1.734	1.017	5.005		T3	127	106	132	120
	T4	2.809	2.104	.898	5.811		T4	107	123	129	116
	Année	10.927	8.847	3.823	23.597		Année	116	115	95	112
2011	T1	3.405	2.348	1.339	7.092	2011	T1	129	119	104	120
	T2	3.080	2.284	.968	6.332		T2	130	97	77	106
	T3	2.668	1.672	1.436	5.776		T3	150	102	187	138
	T4	2.695	2.189	1.491	6.375		T4	103	128	214	127
	Année	11.848	8.493	5.234	25.575		Année	126	111	131	121
2012	T1	2.991	3.129	1.223	7.343	2012	T1	113	158	95	124
	T2	3.672	2.055	1.282	7.009		T2	155	87	102	117
	T3	2.441	1.860	.888	5.189		T3	138	113	115	124
	T4	4.348	1.914	1.869	8.131		T4	166	112	268	162
	Année	13.452	8.958	5.262	27.672		Année	143	117	131	131
2013	T1	3.943	2.681	1.234	7.858	2013	T1	149	136	96	133

2012 T1	100	100	100	100
2013 T1	132	86	101	107

Graphique 9



En termes d'emplois perdus, la fluctuation est très élevée d'un trimestre à l'autre mais la tendance générale est aussi toujours à la hausse : + 7 % entre T1 2012 et T1 2013.

3.2 L'évolution des licenciements collectifs

Tableau 11
Nombre de travailleurs concernés par une intention de procéder à un licenciement collectif

	Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	6.134	1.196	5.687	13.017	2010	100	100	100	100
2011	3.631	1.515	1.509	6.655	2011	59	127	27	51
2012	12.230	3.539	938	16.707	2012	199	296	16	128
T1 2012	1.687	1.233	211	3.131	T1 2012	100	100	100	100
T1 2013	901	3.336	436	4.673	T1 2013	53	271	207	149

Source: SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

L'annonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif débute la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976. Le nombre de travailleurs concernés par une annonce de licenciement collectif a atteint un sommet en 2012: 16 707 personnes contre 13.017 en 2010. Au cours du 1^{er} trimestre 2013, la hausse se poursuit : + 49 %.

Tableau 12
Nombre de travailleurs concernés par une notification d'un licenciement collectif

	Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	6.394	1.143	5.325	12.862	2010	100	100	100	100
2011	2.690	1.485	1.479	5.654	2011	42	130	28	44
2012	4.784	2.599	661	8.044	2012	75	227	12	63
T1 2012	1.174	213	310	1.697	T1 2012	100	100	100	100
T1 2013	1.379	1.710	322	3.411	T1 2013	117	803	104	201

Source: SPF Emploi, Travail et Concertation sociale

La notification clôture la procédure d'information et de consultation mise en place par l'A.R. du 24 mai 1976 et circonscrit les travailleurs réellement touchés par un licenciement collectif. Le nombre de travailleurs concernés par une notification de licenciement collectif en 2012 était resté en-deçà du chiffre de 2010 (8 044 contre 12 862). En T1 2013, on enregistre une forte hausse, sur une base annuelle (+ 101 %) surtout imputable à 2 entreprises situées en Région wallonne : Duferco Belgium SA (459 travailleurs) et NMLK La Louvière (886 travailleurs).

3.3 L'évolution des créations d'entreprises

Tableau 13
Constitution d'entreprises dans le secteur marchand⁶

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Etranger	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays	
2007	T1	4.465	1.579	1.331	1	7.376	2007	T1	100	100	100	100	
	T2	3.904	1.438	1.266	3	6.611		T2	100	100	100	100	
	T3	3.563	1.269	1.073	0	5.905		T3	100	100	100	100	
	T4	4.778	1.616	1.440	3	7.837		T4	100	100	100	100	
	Année	16.710	5.902	5.110	7	27.729		Année	100	100	100	100	
2008	T1	4.702	1.675	1.224	4	7.605	2008	T1	105	106	92	103	
	T2	4.383	1.579	1.274	22	7.258		T2	112	110	101	110	
	T3	3.836	1.238	1.038	17	6.129		T3	108	98	97	104	
	T4	4.558	1.526	1.190	8	7.282		T4	95	94	83	93	
	Année	17.479	6.018	4.726	51	28.274		Année	105	102	92	102	
2009	T1	4.082	1.498	1.069	8	6.657	2009	T1	91	95	80	90	
	T2	3.652	1.321	1.053	4	6.030		T2	94	92	83	91	
	T3	3.563	1.216	.903	3	5.685		T3	100	96	84	96	
	T4	4.695	1.533	1.282	5	7.515		T4	98	95	89	96	
	Année	15.992	5.568	4.307	20	25.887		Année	96	94	84	93	
2010	T1	4.802	1.634	1.261	6	7.703	2010	T1	108	103	95	104	
	T2	4.082	1.583	1.135	8	6.808		T2	105	110	90	103	
	T3	4.123	1.373	1.065	2	6.563		T3	116	108	99	111	
	T4	5.202	1.792	1.361	2	8.357		T4	109	111	95	107	
	Année	18.209	6.382	4.822	18	29.431		Année	109	108	94	106	
2011	T1	5.136	1.803	1.410	3	8.352	2011	T1	115	114	106	113	
	T2	4.655	1.674	1.323	0	7.652		T2	119	116	105	116	
	T3	4.138	1.476	1.204	4	6.822		T3	116	116	112	116	
	T4	4.979	1.848	1.422	4	8.253		T4	104	114	99	105	
	Année	18.908	6.801	5.359	11	31.079		Année	113	115	105	112	
2012	T1	4.514	1.647	1.287	5	7.453	2012	T1	101	104	97	101	
	T2	3.643	1.391	1.155	4	6.193		T2	93	97	91	94	
	T3	3.126	1.160	984	2	5.272		T3	88	91	92	89	
	T4	3.376	1.314	1.134	1	5.825		T4	71	81	79	74	
	Année	14.659	5.512	4.560	12	24.743		Année	88	93	89	89	
2013	T1	3.928	1.480	1.288	4	6.700	2013	T1	88	94	97	91	
								2012	T1	100	100	100	100
								2013	T1	87	90	100	90

Source : SPF Economie

Le nombre de créations d'entreprises dans le secteur marchand a régressé au cours du 1^{er} trimestre 2013 :
- 10 % sur une base annuelle.

⁶ Constitution d'entreprises dans le secteur marchand sur la base du critère de la forme juridique; il n'est pas tenu compte des sociétés civiles, des sociétés à finalité sociale et des sociétés de droit public. Pour le moment, les personnes physiques ne sont pas incorporées dans cette statistique du fait que la spécification marchand/non marchand n'y est pas encore implémentée

4 L'évolution des chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)

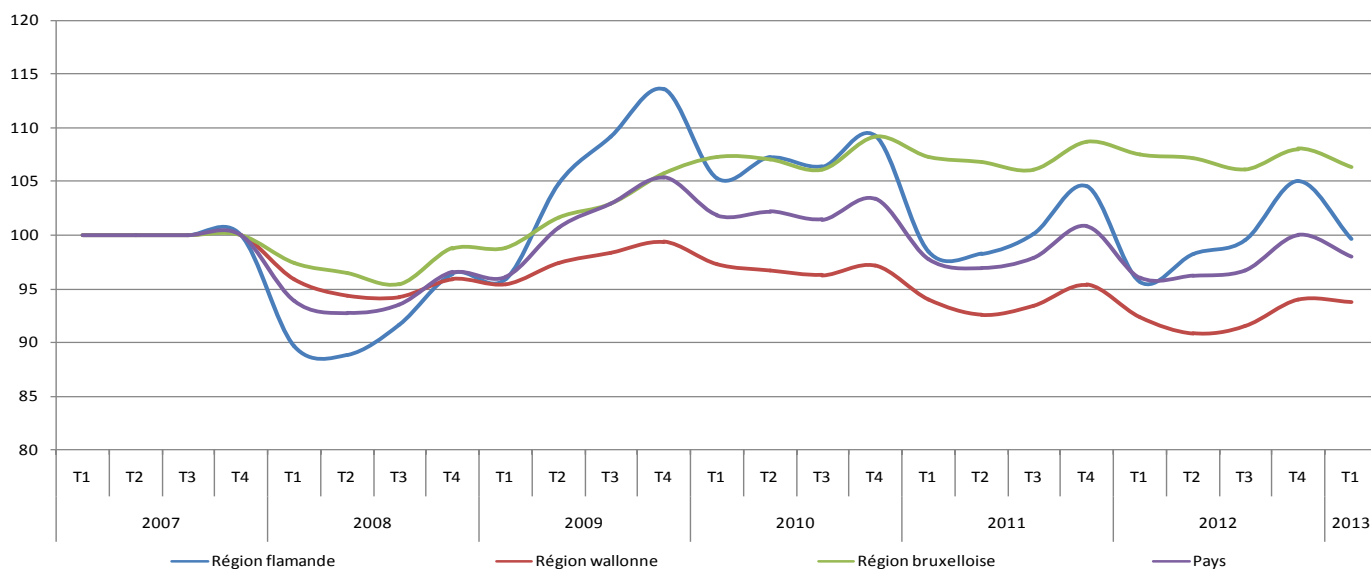
4.1 Par région

Tableau 14

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays			Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2007	T1	163.712	209.692	72.109	445.513	2007	T1	100	100	100	100
	T2	151.166	203.878	70.754	425.798		T2	100	100	100	100
	T3	152.344	209.182	72.801	434.326		T3	100	100	100	100
	T4	141.863	199.678	69.169	410.710		T4	100	100	100	100
	Année	152.271	205.607	71.208	429.087		Année	100	100	100	100
2008	T1	146.718	201.045	70.213	417.975	2008	T1	90	96	97	94
	T2	134.255	192.365	68.228	394.848		T2	89	94	96	93
	T3	139.604	197.000	69.479	406.083		T3	92	94	95	93
	T4	136.738	191.432	68.305	396.475		T4	96	96	99	97
	Année	139.329	195.460	69.056	403.845		Année	92	95	97	94
2009	T1	156.964	199.986	71.264	428.214	2009	T1	96	95	99	96
	T2	158.363	198.516	71.895	428.773		T2	105	97	102	101
	T3	166.258	205.710	74.886	446.855		T3	109	98	103	103
	T4	161.131	198.385	73.122	432.638		T4	114	99	106	105
	Année	160.679	200.649	72.792	434.120		Année	106	98	102	101
2010	T1	172.358	203.946	77.335	453.640	2010	T1	105	97	107	102
	T2	162.123	197.122	75.736	434.981		T2	107	97	107	102
	T3	162.037	201.307	77.215	440.560		T3	106	96	106	101
	T4	155.008	194.007	75.507	424.522		T4	109	97	109	103
	Année	162.882	199.096	76.448	438.426		Année	107	97	107	102
2011	T1	161.105	197.108	77.366	435.578	2011	T1	98	94	107	98
	T2	148.498	188.628	75.536	412.662		T2	98	93	107	97
	T3	152.514	195.432	77.206	425.152		T3	100	93	106	98
	T4	148.325	190.397	75.179	413.901		T4	105	95	109	101
	Année	152.610	192.891	76.322	421.823		Année	100	94	107	98
2012	T1	156.616	193.615	77.484	427.715	2012	T1	96	92	107	96
	T2	148.534	185.213	75.827	409.574		T2	98	91	107	96
	T3	151.545	191.307	77.251	420.103		T3	99	91	106	97
	T4	148.606	188.354	74.647	411.608		T4	105	94	108	100
	Année	151.325	189.622	76.302	417.250		Année	99	92	107	97
2013	T1	163.052	196.602	76.638	436.293	2013	T1	100	94	106	98

2012	T1	100	100	100	100
2013	T1	104	102	99	102

Graphique 10



Après la crise de fin 2008 et 2009, le chômage complet est revenu juste sous le niveau de 2007. Ce mouvement est dû à la tendance baissière enregistrée en 2011 et 2012. Cette tendance à la baisse semble, toutefois, ne pas se poursuivre durant le 1^{er} trimestre 2013. On constate, au contraire, sur base annuelle une hausse significative. Pour le 1^{er} trimestre il s'agit de la première augmentation depuis 2010.

En termes relatifs, l'augmentation est, par rapport à T1 2012, de 2 % pour le pays. La hausse est la plus forte en Région flamande (+ 4,1 %) contre + 1,5 % en Région wallonne. En Région de Bruxelles-Capitale, on enregistre, par contre, un recul de 1,1 %.

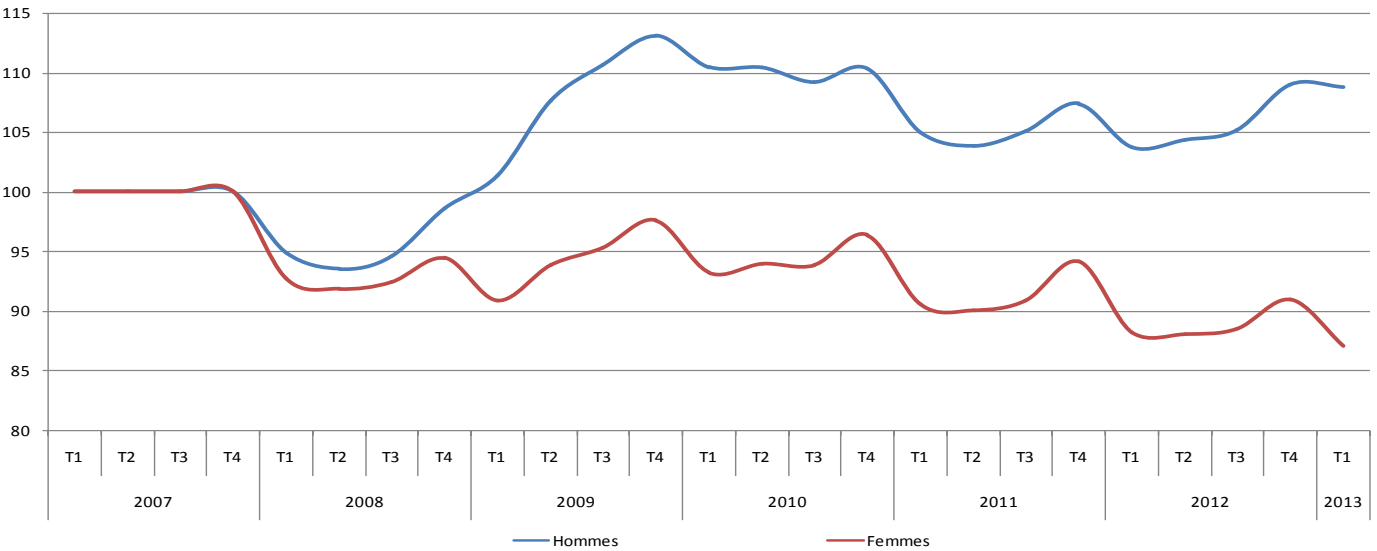
4.2 Par sexe

Tableau 15

		Hommes	Femmes	Total			Hommes	Femmes	Total
2007	T1	222.432	223.081	445.513	2007	T1	100	100	100
	T2	211.592	214.206	425.798		T2	100	100	100
	T3	214.108	220.218	434.326		T3	100	100	100
	T4	205.110	205.600	410.710		T4	100	100	100
	Année	213.310	215.776	429.087		Année	100	100	100
2008	T1	211.179	206.796	417.975	2008	T1	95	93	94
	T2	198.001	196.847	394.848		T2	94	92	93
	T3	202.490	203.593	406.083		T3	95	92	93
	T4	202.242	194.233	396.475		T4	99	94	97
	Année	203.478	200.367	403.845		Année	95	93	94
2009	T1	225.460	202.754	428.214	2009	T1	101	91	96
	T2	227.747	201.026	428.773		T2	108	94	101
	T3	236.942	209.912	446.855		T3	111	95	103
	T4	231.966	200.672	432.638		T4	113	98	105
	Année	230.529	203.591	434.120		Année	108	94	101
2010	T1	245.684	207.955	453.640	2010	T1	110	93	102
	T2	233.603	201.378	434.981		T2	110	94	102
	T3	233.859	206.701	440.560		T3	109	94	101
	T4	226.332	198.190	424.522		T4	110	96	103
	Année	234.870	203.556	438.426		Année	110	94	102
2011	T1	233.598	201.980	435.578	2011	T1	105	91	98
	T2	219.726	192.936	412.662		T2	104	90	97
	T3	225.026	200.126	425.152		T3	105	91	98
	T4	220.256	193.645	413.901		T4	107	94	101
	Année	224.651	197.172	421.823		Année	105	91	98
2012	T1	230.822	196.892	427.715	2012	T1	104	88	96
	T2	220.858	188.716	409.574		T2	104	88	96
	T3	225.168	194.936	420.103		T3	105	89	97
	T4	223.666	187.942	411.608		T4	109	91	100
	Année	225.128	192.121	417.250		Année	106	89	97
2013	T1	241.996	194.297	436.293	2013	T1	109	87	98

2012	T1	100	100	100
2013	T1	105	99	102

Graphique 11



L'évolution du chômage des hommes et des femmes est très différente. Le chômage complet féminin a, en effet, nettement moins souffert de la crise. Il reste en deçà des 100 points sur toute la période, donc aussi sous le niveau de 2007. Le 1^{er} trimestre 2013 est, de plus, le 11^{ème} trimestre consécutif qui connaît, sur base annuelle, une baisse du chômage complet des femmes. Par rapport au 1^{er} trimestre 2012, la diminution est de 2.595 personnes ou 1,3 %.

Par contre, le chômage complet masculin suit davantage l'évolution de la conjoncture. Nonobstant le léger redressement conjoncturel de fin 2010 à fin 2011 et, de ce fait, la baisse du chômage complet masculin durant cette période, les hommes n'ont jamais retrouvé le niveau d'avant la crise. Depuis l'entame de 2012, la conjoncture économique s'est à nouveau dégradée. Cette dégradation s'est répercutée sur le chômage complet masculin. Depuis le 2^{ème} trimestre de 2012, plus aucune diminution n'a été enregistrée. La hausse déjà enregistrée au 4^{ème} trimestre 2012 se retrouve à nouveau durant le 1^{er} trimestre 2013. Durant ce dernier et par rapport au 1^{er} trimestre 2012, 11.174 chômeurs complets masculins supplémentaires ont été recensés ce qui équivaut à une progression de 4,8 %.

4.3 Par classe d'âge

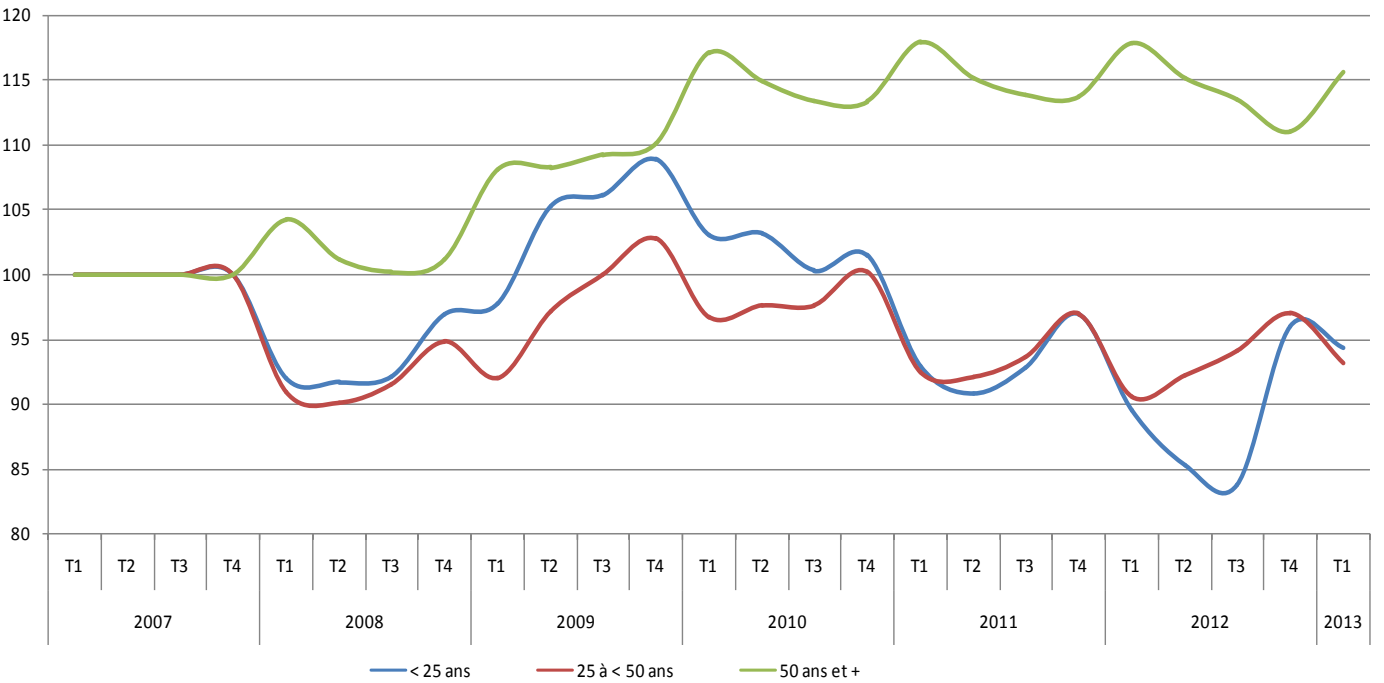
Tableau 16

		< 25 ans	25 à < 50 ans	50 ans et +	Total
2007	T1	64.756	289.144	91.613	445.513
	T2	60.576	272.808	92.414	425.798
	T3	65.990	274.412	93.925	434.326
	T4	59.757	257.449	93.504	410.710
	Année	62.770	273.453	92.864	429.087
2008	T1	59.537	262.957	95.481	417.975
	T2	55.536	245.824	93.487	394.848
	T3	60.809	251.196	94.078	406.083
	T4	57.893	244.049	94.534	396.475
	Année	58.444	251.007	94.395	403.845
2009	T1	63.270	265.970	98.973	428.214
	T2	63.764	264.982	100.028	428.773
	T3	70.032	274.236	102.587	446.855
	T4	65.072	264.596	102.969	432.638
	Année	65.535	267.446	101.139	434.120
2010	T1	66.695	279.668	107.277	453.640
	T2	62.476	266.345	106.160	434.981
	T3	66.172	267.871	106.517	440.560
	T4	60.622	257.933	105.967	424.522
	Année	63.992	267.954	106.480	438.426
2011	T1	60.162	267.389	108.027	435.578
	T2	55.009	251.213	106.440	412.662
	T3	61.278	256.934	106.940	425.152
	T4	57.926	249.655	106.320	413.901
	Année	58.594	256.298	106.932	421.823
2012	T1	57.966	261.817	107.932	427.715
	T2	51.658	251.516	106.399	409.574
	T3	55.256	258.211	106.636	420.103
	T4	57.264	250.125	104.219	411.608
	Année	55.536	255.417	106.296	417.250
2013	T1	61.077	269.322	105.895	436.293

		< 25 ans	25 à < 50 ans	50 ans et +	Total
2007	T1	100	100	100	100
	T2	100	100	100	100
	T3	100	100	100	100
	T4	100	100	100	100
	Année	100	100	100	100
2008	T1	92	91	104	94
	T2	92	90	101	93
	T3	92	92	100	93
	T4	97	95	101	97
	Année	93	92	102	94
2009	T1	98	92	108	96
	T2	105	97	108	101
	T3	106	100	109	103
	T4	109	103	110	105
	Année	104	98	109	101
2010	T1	103	97	117	102
	T2	103	98	115	102
	T3	100	98	113	101
	T4	101	100	113	103
	Année	102	98	115	102
2011	T1	93	92	118	98
	T2	91	92	115	97
	T3	93	94	114	98
	T4	97	97	114	101
	Année	93	94	115	98
2012	T1	90	91	118	96
	T2	85	92	115	96
	T3	84	94	114	97
	T4	96	97	111	100
	Année	88	93	114	97
2013	T1	94	93	116	98

2012	T1	100	100	100	100
2013	T1	105	103	98	102

Graphique 12



Le chômage complet des moins de 25 ans suit l'évolution de la conjoncture avec environ 6 mois de retard : une poussée en 2009 (+ 9 % au 4^{ème} trimestre 2009), un reflux en 2010 et un retour à la situation de 2008 (niveau d'avant la crise) fin 2011. En 2012, partiellement du fait de la prolongation de 3 mois du stage d'insertion (à partir du 1^{er} janvier), le nombre de chômeurs complets indemnisés de moins de 25 ans a encore diminué chaque trimestre par rapport aux trimestres correspondants de 2011. Comparé au 1^{er} trimestre 2012, le chômage complet au sein de la classe d'âge des moins de 25 ans croît à nouveau pour la première fois durant le 1^{er} trimestre 2013 : + 5,4 %. Avec 61.077 chômeurs complets de moins de 25 ans, on est toujours sous le niveau du 1^{er} trimestre 2007 (64.756 personnes).

Le chômage complet dans la catégorie d'âge des 25 à moins de 50 ans fluctue dans une moindre mesure en fonction de la conjoncture. On y enregistre d'abord encore une baisse en 2008 suivie d'une hausse progressive durant la période de crise avec, en chiffres absolus, un maximum de 279.668 personnes relevé pour le 1^{er} trimestre 2010. A partir de la seconde moitié de 2010 et jusque fin 2011, on retrouve pratiquement les chiffres de 2008. Une période de stabilisation suit en 2012 mais qui n'est plus d'actualité durant le 1^{er} trimestre 2013. En effet, pour le 1^{er} trimestre 2013, le chômage complet dans cette classe d'âge repart à nouveau à la hausse sur base annuelle (+ 2,9 %).

Enfin, le nombre des 50 ans et + a considérablement augmenté depuis 2007. Cette évolution s'explique essentiellement par le relèvement progressif de 50 à 58 ans (à 60 ans, le 1/1/2013) de l'âge à partir duquel les chômeurs peuvent obtenir une dispense d'inscription comme demandeur d'emploi et par l'augmentation de la population active dans cette classe d'âge. Après le pic enregistré pour le 1^{er} trimestre 2011 (108.027 personnes) et la période de stabilisation qui s'en est suivie, on note au 1^{er} trimestre 2013 et ce, pour la deuxième fois consécutivement, une baisse sur base annuelle (- 1,9 %). Il s'agit, en l'occurrence, d'un effet d'anticipation. Du fait que l'âge de la dispense a été relevé à 60 ans au 1^{er} janvier 2013, bon nombre de chômeurs âgés de 58 ou 59 ans ont encore demandé la dispense avant la mise en œuvre effective de cette nouvelle mesure (plus 2.822 en décembre 2012 par rapport à décembre 2011). Ainsi, on ne les retrouve plus dans la population des CCI-DE. Au cours des prochains mois, on observera un effet inverse d'augmentation liée à cette modification réglementaire.

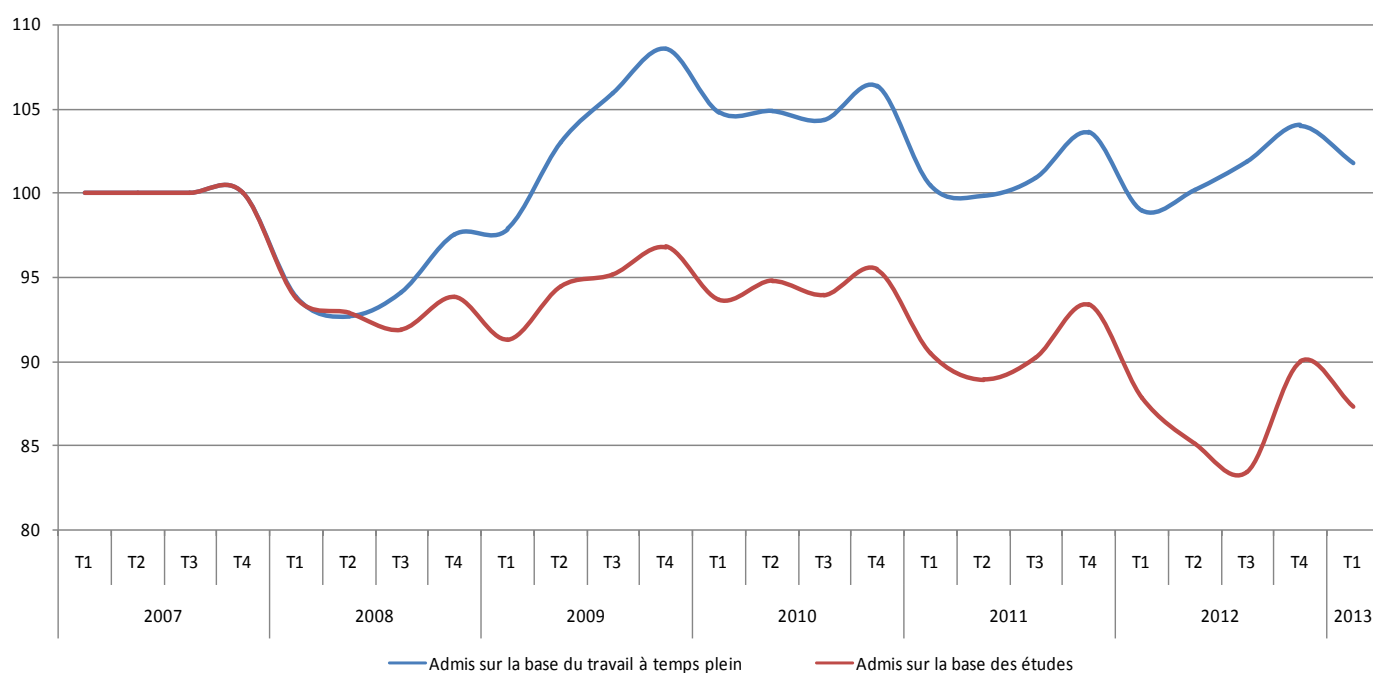
4.4 Par base d'admission

Tableau 17

		Admis sur la base du travail à temps plein	Admis sur la base des études	Total			Admis sur la base du travail à temps plein	Admis sur la base des études	Total
2007	T1	327.072	118.441	445.513	2007	T1	100	100	100
	T2	312.216	113.582	425.798		T2	100	100	100
	T3	313.113	121.213	434.326		T3	100	100	100
	T4	298.140	112.570	410.710		T4	100	100	100
	Année	312.635	116.452	429.087		Année	100	100	100
2008	T1	306.893	111.082	417.975	2008	T1	94	94	94
	T2	289.331	105.517	394.848		T2	93	93	93
	T3	294.693	111.390	406.083		T3	94	92	93
	T4	290.854	105.621	396.475		T4	98	94	97
	Année	295.443	108.403	403.845		Année	95	93	94
2009	T1	320.058	108.156	428.214	2009	T1	98	91	96
	T2	321.459	107.314	428.773		T2	103	94	101
	T3	331.516	115.339	446.855		T3	106	95	103
	T4	323.677	108.961	432.638		T4	109	97	105
	Année	324.178	109.943	434.120		Année	104	94	101
2010	T1	342.704	110.936	453.640	2010	T1	105	94	102
	T2	327.330	107.651	434.981		T2	105	95	102
	T3	326.737	113.823	440.560		T3	104	94	101
	T4	317.062	107.460	424.522		T4	106	95	103
	Année	328.458	109.967	438.426		Année	105	94	102
2011	T1	328.408	107.171	435.578	2011	T1	100	90	98
	T2	311.657	101.005	412.662		T2	100	89	97
	T3	315.777	109.375	425.152		T3	101	90	98
	T4	308.800	105.101	413.901		T4	104	93	101
	Année	316.160	105.663	421.823		Année	101	91	98
2012	T1	323.634	104.081	427.715	2012	T1	99	88	96
	T2	312.901	96.672	409.574		T2	100	85	96
	T3	318.992	101.111	420.103		T3	102	83	97
	T4	309.818	101.790	411.608		T4	104	90	100
	Année	316.336	100.914	417.250		Année	101	87	97
2013	T1	332.450	103.843	436.293	2013	T1	102	88	98

2012	T1	100	100	100
2013	T1	103	100	102

Graphique 13



Le nombre de CCI-DE admis sur la base du travail a augmenté de 2,7 % durant le 1^{er} trimestre 2013 par rapport au 1^{er} trimestre 2012.

Le nombre de CCI-DE admis sur la base des études a, par contre, encore légèrement baissé (moins 0,2 %). Pourtant, on note une hausse des entrées (1^{ère} admission) dans le statut de CCI-DE sur la base des études : 6.863 personnes au 1^{er} trimestre 2013 contre 6.059 au 1^{er} trimestre 2011 et 4.979 personnes au 1^{er} trimestre 2012 ⁷.

⁷ Les entrées au cours du 1^{er} trimestre 2012 sont plus basses qu'habituellement suite au prolongement (à dater du 1^{er} janvier 2012) de 3 mois du stage d'insertion.

4.5 Par durée de chômage

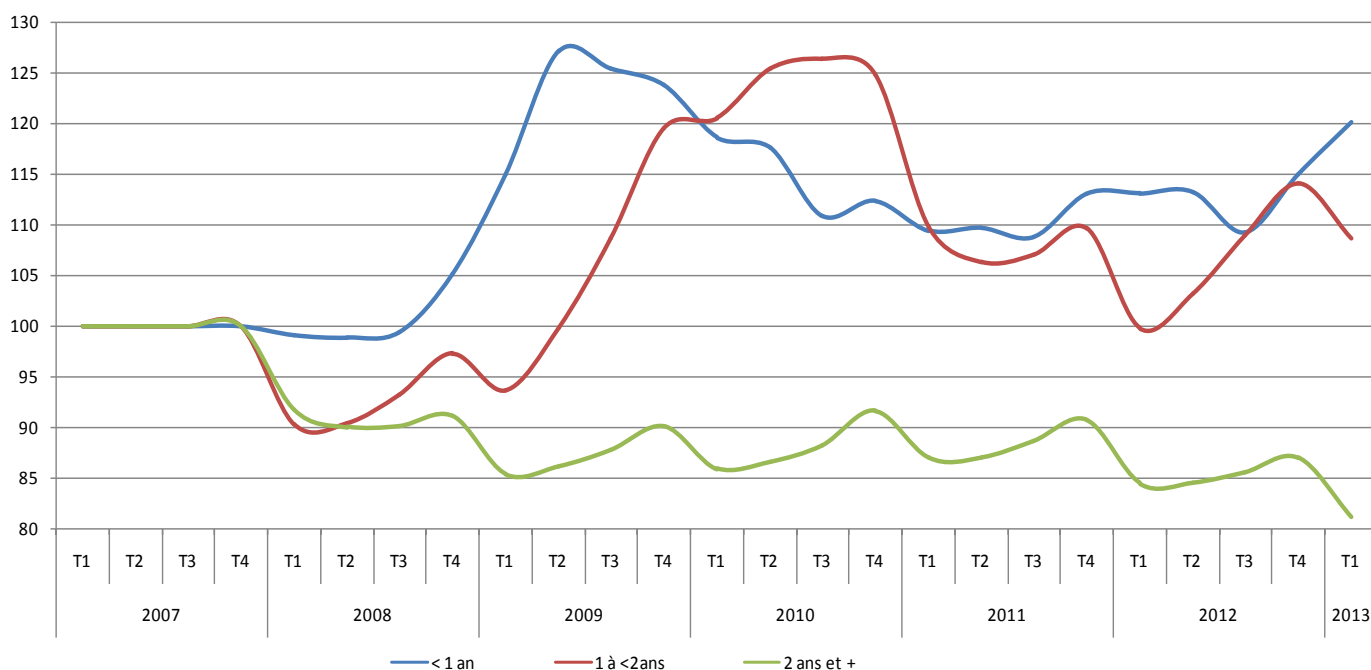
Tableau 18

		< 1 an	1 à <2ans	2 ans et +	Total
2007	T1	141.314	71.407	232.792	445.513
	T2	128.035	68.662	229.101	425.798
	T3	136.253	69.189	228.884	434.326
	T4	130.815	63.495	216.401	410.710
	Année	134.104	68.188	226.794	429.087
2008	T1	139.998	64.450	213.527	417.975
	T2	126.524	62.042	206.282	394.848
	T3	135.360	64.512	206.211	406.083
	T4	137.519	61.755	197.201	396.475
	Année	134.850	63.190	205.805	403.845
2009	T1	162.459	66.904	198.851	428.214
	T2	162.734	68.539	197.500	428.773
	T3	170.799	75.164	200.891	446.855
	T4	161.819	75.862	194.957	432.638
	Année	164.453	71.617	198.050	434.120
2010	T1	167.564	86.020	200.055	453.640
	T2	150.480	86.045	198.456	434.981
	T3	151.071	87.408	202.080	440.560
	T4	146.905	79.264	198.353	424.522
	Année	154.005	84.684	199.736	438.426
2011	T1	154.626	78.443	202.509	435.578
	T2	140.374	73.019	199.269	412.662
	T3	148.161	74.059	202.933	425.152
	T4	147.865	69.595	196.441	413.901
	Année	147.756	73.779	200.288	421.823
2012	T1	159.813	71.241	196.661	427.715
	T2	144.966	70.826	193.782	409.574
	T3	148.732	75.336	196.035	420.103
	T4	150.920	72.461	188.227	411.608
	Année	151.108	72.466	193.676	417.250
2013	T1	169.770	77.625	188.898	436.293

		< 1 an	1 à <2ans	2 ans et +	Total
2007	T1	100	100	100	100
	T2	100	100	100	100
	T3	100	100	100	100
	T4	100	100	100	100
	Année	100	100	100	100
2008	T1	99	90	92	94
	T2	99	90	90	93
	T3	99	93	90	93
	T4	105	97	91	97
	Année	101	93	91	94
2009	T1	115	94	85	96
	T2	127	100	86	101
	T3	125	109	88	103
	T4	124	119	90	105
	Année	123	105	87	101
2010	T1	119	120	86	102
	T2	118	125	87	102
	T3	111	126	88	101
	T4	112	125	92	103
	Année	115	124	88	102
2011	T1	109	110	87	98
	T2	110	106	87	97
	T3	109	107	89	98
	T4	113	110	91	101
	Année	110	108	88	98
2012	T1	113	100	84	96
	T2	113	103	85	96
	T3	109	109	86	97
	T4	115	114	87	100
	Année	113	106	85	97
2013	T1	120	109	81	98

2012	T1	100	100	100	100
2013	T1	106	109	96	102

Graphique 14



Le chômage complet de courte durée (de moins d'un an) augmente, du fait de la crise économique, jusqu'au 2^{ème} trimestre 2009. Cette période est suivie d'une certaine amélioration de la conjoncture qui a engendré une tendance à la baisse du chômage de courte durée. A partir du 4^{ème} trimestre 2011 et jusqu'au 4^{ème} trimestre 2012, le chômage complet de courte durée est légèrement reparti à la hausse si on le compare avec les trimestres correspondants de l'année précédente. Cette hausse s'est renforcée durant le 1^{er} trimestre 2013 : + 6,2 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012.

Le chômage complet de 1 à moins de 2 ans a atteint un sommet un an plus tard, plus précisément durant le 3^{ème} trimestre 2010 (87.408 personnes). Il s'en est suivi une période d'une relativement forte baisse sous l'effet du renforcement des mesures d'activation. A partir du 3^{ème} trimestre 2012, cette tendance s'inverse à nouveau : le nombre de chômeurs de 1 à moins de 2 ans a de nouveau progressé quand on compare avec les trimestres correspondants de l'année précédente. Cette hausse se maintient pour le 1^{er} trimestre 2013 : + 9,0 % par rapport au 1^{er} trimestre de 2012.

Enfin, le chômage de 2 ans et + a connu une évolution différente. L'impact cumulé du plan d'accompagnement et de suivi des chômeurs, des mesures d'activation et des titres-services ont contribué à une évolution à la baisse du chômage de longue durée. Une exception dans cette période de baisse, les années 2010 et 2011 qui ont connu une certaine stabilisation résultant d'une entrée massive durant les années de crise 2009 et 2010. A partir du 4^{ème} trimestre 2011, on enregistre de nouveau une diminution sur base annuelle. Pour le 1^{er} trimestre 2013, on note un recul de 3,9 % par rapport à T1 2012. Ainsi, la baisse atteint les 18,9 % par rapport à 2007.

5 L'évolution des chômeurs complets indemnisés (au sens large)

Tableau 19

Sexe	2007 - T1		2012 - T1		2013 - T1		2013/2007 en %	2013/2012 en %
homme	310.995	45,5 %	304.180	47,9 %	315.878	49,1 %	+ 1,6 %	+ 3,8 %
femme	371.970	54,5 %	331.480	52,1 %	327.963	50,9 %	- 11,8 %	- 1,1 %
Age								
- 25 ans	78.225	11,5 %	70.523	11,1 %	74.221	11,5 %	- 5,1 %	+ 5,2 %
25- 35 ans	159.906	23,4 %	154.040	24,2 %	160.885	25,0 %	+ 0,6 %	+ 4,4 %
35- 45 ans	147.687	21,6 %	130.806	20,6 %	132.087	20,5 %	- 10,6 %	+ 1,0 %
45- 50 ans	69.968	10,2 %	63.349	10,0 %	63.575	9,9 %	- 9,1 %	+ 0,4 %
50- 55 ans	76.305	11,2 %	66.268	10,4 %	65.560	10,2 %	- 14,1 %	- 1,1 %
55- 60 ans	95.004	13,9 %	82.079	12,9 %	81.703	12,7 %	- 14,0 %	- 0,5 %
60 ans et +	55.871	8,2 %	68.595	10,8 %	65.809	10,2 %	+ 17,8 %	- 4,1 %
Catégorie d'allocations								
Cohabitant ayant charge de famille (A)	231.506	33,9 %	195.967	30,8 %	191.513	29,7 %	- 17,3 %	- 2,3 %
Isolé (N)	161.766	23,7 %	161.601	25,4 %	161.983	25,2 %	+ 0,1 %	+ 0,2 %
Cohabitant sans charge de famille (B)	278.622	40,8 %	268.866	42,3 %	280.973	43,6 %	+ 0,8 %	+ 4,5 %
Autres (dont disp. raisons soc. et familiales)	11.071	1,6 %	9.226	1,5 %	9.372	1,5 %	- 15,3 %	+ 1,6 %
Statut d'allocation								
C.C.I. demandeurs d'emploi	446.004	65,3 %	428.078	67,3 %	436.650	67,8 %	- 2,1 %	+ 2,0 %
Dispense ALE	1.307	0,2 %	1.349	0,2 %	1.341	0,2 %	+ 2,6 %	- 0,6 %
Formation professionnelle	17.205	2,5 %	18.118	2,9 %	19.667	3,1 %	+ 14,3 %	+ 8,5 %
Dispense pour suivre des études	19.968	2,9 %	19.952	3,1 %	20.762	3,2 %	+ 4,0 %	+ 4,1 %
Temps partiel volontaire	29.864	4,4 %	28.202	4,4 %	28.551	4,4 %	- 4,4 %	+ 1,2 %
Temps part. avec alloc. de garantie de rev.	47.370	6,9 %	52.518	8,3 %	52.619	8,2 %	+ 11,1 %	+ 0,2 %
Dispense NDE âgés	110.997	16,3 %	78.906	12,4 %	76.370	11,9 %	- 31,2 %	- 3,2 %
Dispense pour raisons sociales et familiales	10.251	1,5 %	8.538	1,3 %	7.881	1,2 %	- 23,1 %	- 7,7 %
Base d'admissibilité								
Travail	540.485	79,1 %	504.636	79,4 %	513.511	79,8 %	- 5,0 %	+ 1,8 %
Etudes	142.481	20,9 %	131.025	20,6 %	130.330	20,2 %	- 8,5 %	- 0,5 %
Branches d'activités regroupées								
agriculture	7.801	1,1 %	6.695	1,1 %	6.726	1,0 %	- 13,8 %	+ 0,5 %
construction	32.388	4,7 %	30.219	4,8 %	31.714	4,9 %	- 2,1 %	+ 4,9 %
industrie	113.022	16,5 %	85.720	13,5 %	82.182	12,8 %	- 27,3 %	- 4,1 %
<i>dont: industrie chimique</i>	<i>10.250</i>	<i>1,5 %</i>	<i>8.527</i>	<i>1,3 %</i>	<i>8.108</i>	<i>1,3 %</i>	<i>- 20,9 %</i>	<i>- 4,9 %</i>
<i>construction mécanique</i>	<i>23.226</i>	<i>3,4 %</i>	<i>20.076</i>	<i>3,2 %</i>	<i>19.811</i>	<i>3,1 %</i>	<i>- 14,7 %</i>	<i>- 1,3 %</i>
<i>industrie des produits alimentaires</i>	<i>15.427</i>	<i>2,3 %</i>	<i>12.234</i>	<i>1,9 %</i>	<i>12.032</i>	<i>1,9 %</i>	<i>- 22,0 %</i>	<i>- 1,7 %</i>
<i>industrie du vêtement</i>	<i>11.795</i>	<i>1,7 %</i>	<i>7.280</i>	<i>1,1 %</i>	<i>6.491</i>	<i>1,0 %</i>	<i>- 45,0 %</i>	<i>- 10,8 %</i>
services commerciaux	295.681	43,3 %	304.685	47,9 %	311.829	48,4 %	+ 5,5 %	+ 2,3 %
<i>dont: commerce</i>	<i>59.548</i>	<i>8,7 %</i>	<i>52.542</i>	<i>8,3 %</i>	<i>52.951</i>	<i>8,2 %</i>	<i>- 11,1 %</i>	<i>+ 0,8 %</i>
<i>banques/assurances</i>	<i>10.916</i>	<i>1,6 %</i>	<i>6.877</i>	<i>1,1 %</i>	<i>6.339</i>	<i>1,0 %</i>	<i>- 41,9 %</i>	<i>- 7,8 %</i>
<i>horeca</i>	<i>35.290</i>	<i>5,2 %</i>	<i>33.792</i>	<i>5,3 %</i>	<i>34.205</i>	<i>5,3 %</i>	<i>- 3,1 %</i>	<i>+ 1,2 %</i>
<i>services aux entreprises</i>	<i>65.003</i>	<i>9,5 %</i>	<i>74.049</i>	<i>11,6 %</i>	<i>78.591</i>	<i>12,2 %</i>	<i>+ 20,9 %</i>	<i>+ 6,1 %</i>
services non commerciaux	97.328	14,3 %	88.152	13,9 %	89.353	13,9 %	- 8,2 %	+ 1,4 %
<i>dont: enseignement</i>	<i>17.202</i>	<i>2,5 %</i>	<i>16.469</i>	<i>2,6 %</i>	<i>16.646</i>	<i>2,6 %</i>	<i>- 3,2 %</i>	<i>+ 1,1 %</i>
jeunes ayant quitté l'école/ act. insuffis. décrites	136.745	20,0 %	120.190	18,9 %	122.036	19,0 %	- 10,8 %	+ 1,5 %
Répartition régionale								
Région flamande	288.510	42,2 %	259.733	40,9 %	265.445	41,2 %	- 8,0 %	+ 2,2 %
Région wallonne	296.898	43,5 %	275.085	43,3 %	278.078	43,2 %	- 6,3 %	+ 1,1 %
Région de Bruxelles-Capitale	97.557	14,3 %	100.842	15,9 %	100.319	15,6 %	+ 2,8 %	- 0,5 %
TOTAL	682.965	100 %	635.660	100 %	643.841	100 %	- 5,7 %	+ 1,3 %

Au cours du 1^{er} trimestre 2013, on enregistre en moyenne 643.841 chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi ou non demandeurs d'emploi, soit une hausse de 1,3 % par rapport à la même période de l'année passée. Comparée au 1^{er} trimestre 2007, la diminution s'élève, néanmoins, encore à 5,7 %. Les chômeurs complets indemnisés analysés dans ce sous-chapitre englobent les mesures d'activation et de formation ainsi que le travail à temps partiel, mais pas le chômage avec complément d'entreprise.

Le nombre de chômeurs complets indemnisés hommes est reparti à la hausse : + 3,8 % pour le 1^{er} trimestre 2013 par rapport au 1^{er} trimestre 2012. Dans le même temps, le nombre de leurs homologues femmes a encore légèrement diminué (- 1,1 %). Ainsi, pour le 1^{er} trimestre 2013, on dénombre 315.878 hommes et 327.963 femmes.

Au 1^{er} trimestre 2013 par rapport au 1^{er} trimestre 2012, les classes d'âge les plus basses augmentent le plus : + 5,2 % pour les moins de 25 ans, + 4,4 % pour les 25- 35 ans. Les 60 ans et + , par contre, enregistrent une diminution de 4,1 % qui résulte notamment du départ progressif et plus massif à la retraite des chômeurs issus de la génération du baby boom.

Du 1^{er} trimestre 2012 au 1^{er} trimestre 2013, la hausse du nombre de chômeurs complets s'observe particulièrement dans les secteurs de la construction (+ 4,9 %) et des services commerciaux (+ 2,3 %).

Sur la même période, la ventilation par région montre que le nombre de chômeurs complets au sens large a progressé le plus en Flandre (+ 2,2 %) suivie de la Wallonie (+ 1,1 %). En revanche, en Région de Bruxelles-Capitale, on note un léger recul de 0,5 %.

Les effets de la conjoncture défavorable sur l'évolution des chômeurs complets indemnisés se font clairement ressentir à travers l'augmentation du nombre de chômeurs en Flandre, d'hommes et de jeunes, ... Ce sont, en effet, ces populations qui subissent généralement, en premier, les conséquences de la détérioration de la conjoncture.

6 L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise et des chômeurs âgés dispensés

Tableau 20

	2007 - T1		2012 - T1		2013 - T1		2013/2007 en %	2013/2012 en %
Sexe								
homme	148.956	66,1 %	125.997	64,1 %	120.856	63,4 %	- 18,9 %	- 4,1 %
femme	76.289	33,9 %	70.585	35,9 %	69.650	36,6 %	- 8,7 %	- 1,3 %
Age								
50 - 55 ans	6.647	3,0 %	1.696	0,9 %	1.015	0,5 %	- 84,7 %	- 40,1 %
55 - 60 ans	102.025	45,3 %	54.882	27,9 %	53.872	28,3 %	- 47,2 %	- 1,8 %
60 ans et +	116.573	51,8 %	140.005	71,2 %	135.619	71,2 %	+ 16,3 %	- 3,1 %
BC								
bc Anvers	17.400	7,7 %	15.418	7,8 %	14.856	7,8 %	- 14,6 %	- 3,6 %
bc Bruxelles	15.958	7,1 %	12.421	6,3 %	12.030	6,3 %	- 24,6 %	- 3,1 %
bc Liège	15.023	6,7 %	12.486	6,4 %	11.403	6,0 %	- 24,1 %	- 8,7 %
bc Hasselt	14.395	6,4 %	12.285	6,2 %	11.916	6,3 %	- 17,2 %	- 3,0 %
bc Gand	13.549	6,0 %	12.056	6,1 %	11.746	6,2 %	- 13,3 %	- 2,6 %
bc Charleroi	12.021	5,3 %	10.205	5,2 %	9.604	5,0 %	- 20,1 %	- 5,9 %
bc Turnhout	11.639	5,2 %	10.732	5,5 %	10.689	5,6 %	- 8,2 %	- 0,4 %
bc Vilvorde	11.123	4,9 %	9.898	5,0 %	9.630	5,1 %	- 13,4 %	- 2,7 %
bc Louvain	9.225	4,1 %	8.270	4,2 %	7.935	4,2 %	- 14,0 %	- 4,1 %
bc Malines	7.988	3,5 %	7.050	3,6 %	6.809	3,6 %	- 14,8 %	- 3,4 %
bc Courtrai	7.709	3,4 %	6.976	3,5 %	6.909	3,6 %	- 10,4 %	- 1,0 %
bc La Louvière	7.113	3,2 %	6.012	3,1 %	5.982	3,1 %	- 15,9 %	- 0,5 %
bc Nivelles	6.592	2,9 %	5.975	3,0 %	5.707	3,0 %	- 13,4 %	- 4,5 %
bc Bruges	6.515	2,9 %	5.580	2,8 %	5.330	2,8 %	- 18,2 %	- 4,5 %
bc Alost	6.151	2,7 %	5.231	2,7 %	5.003	2,6 %	- 18,7 %	- 4,4 %
bc Roulers	5.879	2,6 %	5.527	2,8 %	5.568	2,9 %	- 5,3 %	+ 0,7 %
bc Saint-Nicolas	5.677	2,5 %	4.766	2,4 %	4.576	2,4 %	- 19,4 %	- 4,0 %
bc Namur	5.677	2,5 %	5.364	2,7 %	5.296	2,8 %	- 6,7 %	- 1,3 %
bc Ostende	5.524	2,5 %	5.114	2,6 %	5.064	2,7 %	- 8,3 %	- 1,0 %
bc Tongres	5.289	2,3 %	4.499	2,3 %	4.283	2,2 %	- 19,0 %	- 4,8 %
bc Mons	5.286	2,3 %	4.321	2,2 %	4.417	2,3 %	- 16,4 %	+ 2,2 %
bc Tournai	4.955	2,2 %	4.173	2,1 %	4.238	2,2 %	- 14,5 %	+ 1,6 %
bc Termonde	4.904	2,2 %	4.228	2,2 %	4.026	2,1 %	- 17,9 %	- 4,8 %
bc Verviers	4.655	2,1 %	4.164	2,1 %	4.070	2,1 %	- 12,6 %	- 2,2 %
bc Huy	2.879	1,3 %	2.680	1,4 %	2.466	1,3 %	- 14,3 %	- 8,0 %
bc Audenarde	2.859	1,3 %	2.833	1,4 %	2.776	1,5 %	- 2,9 %	- 2,0 %
bc Ypres	2.678	1,2 %	2.499	1,3 %	2.463	1,3 %	- 8,0 %	- 1,5 %
bc Arlon	2.415	1,1 %	2.366	1,2 %	2.441	1,3 %	+ 1,1 %	+ 3,2 %
bc Mouscron	2.184	1,0 %	1.714	0,9 %	1.672	0,9 %	- 23,4 %	- 2,4 %
bc Boom	1.982	0,9 %	1.741	0,9 %	1.600	0,8 %	- 19,3 %	- 8,1 %
Répartition régionale								
Région flamande	140.487	62,4 %	124.703	63,4 %	121.178	63,6 %	- 13,7 %	- 2,8 %
Région wallonne	68.800	30,5 %	59.459	30,2 %	57.298	30,1 %	- 16,7 %	- 3,6 %
Région de Bruxelles-Capitale	15.958	7,1 %	12.421	6,3 %	12.030	6,3 %	- 24,6 %	- 3,1 %
Branche d'activités regroupées								
Agriculture, sylviculture, pêche	968	0,4 %	763	0,4 %	818	0,4 %	- 15,5 %	+ 7,3 %
Extraction de minerais	10.115	4,5 %	7.590	3,9 %	6.939	3,6 %	- 31,4 %	- 8,6 %
Industrie de transformation	99.101	44,0 %	79.745	40,6 %	74.813	39,3 %	- 24,5 %	- 6,2 %
dont:								
<i>construction mécanique</i>	34.324	15,2 %	29.791	15,2 %	27.639	14,5 %	- 19,5 %	- 7,2 %
<i>production métallurgique</i>	9.005	4,0 %	6.142	3,1 %	5.578	2,9 %	- 38,1 %	- 9,2 %
<i>industrie chimique</i>	11.124	4,9 %	9.826	5,0 %	9.196	4,8 %	- 17,3 %	- 6,4 %
<i>industrie alimentaire</i>	8.954	4,0 %	7.196	3,7 %	6.998	3,7 %	- 21,8 %	- 2,8 %
Construction	18.186	8,1 %	15.052	7,7 %	15.013	7,9 %	- 17,4 %	- 0,3 %
Electricité, eau, gaz	203	0,1 %	115	0,1 %	101	0,1 %	- 50,3 %	- 12,5 %
Commerce, banques, assurances	22.018	9,8 %	17.534	8,9 %	16.181	8,5 %	- 26,5 %	- 7,7 %
Transports, communications	6.686	3,0 %	6.282	3,2 %	6.197	3,3 %	- 7,3 %	- 1,3 %
Services	54.134	24,0 %	54.331	27,6 %	53.999	28,3 %	- 0,2 %	- 0,6 %
Activités insuffisamment décrites	13.835	6,1 %	15.170	7,7 %	16.444	8,6 %	18,9 %	+ 8,4 %
TOTAL	225.245	100 %	196.583	100 %	190.506	100 %	- 15,4 %	- 3,1 %

6.1 L'évolution des chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 21

Age	1 ^{er} trimestre 2007			1 ^{er} trimestre 2012			1 ^{er} trimestre 2013		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 ans	3.249	874	4.123	1.164	330	1.494	750	133	883
55 - 59 ans	33.506	8.371	41.877	25.353	8.662	34.014	23.772	7.968	31.740
60 ans et plus	55.350	12.898	68.248	60.153	22.015	82.168	58.417	23.096	81.513
TOTAL	92.105	22.143	114.248	86.670	31.006	117.676	82.939	31.197	114.136

	Ecart 2013/2007 en %			Ecart 2013/2012 en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 ans	- 76,9 %	- 84,7 %	- 78,6 %	- 35,6 %	- 59,6 %	- 40,9 %
55 - 59 ans	- 29,1 %	- 4,8 %	- 24,2 %	- 6,2 %	- 8,0 %	- 6,7 %
60 ans et plus	+ 5,5 %	+ 79,1 %	+ 19,4 %	- 2,9 %	+ 4,9 %	- 0,8 %
TOTAL	- 10,0 %	+ 40,9 %	- 0,1 %	- 4,3 %	+ 0,6 %	- 3,0 %

dont les demandeurs d'emploi :

Tableau 22

Age	1 ^{er} trimestre 2012			1 ^{er} trimestre 2013			Ecart 2013/2012 en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 ans	656	263	919	404	102	506	- 38,4 %	- 61,2 %	- 44,9 %
55 - 59 ans	2.046	960	3.006	2.195	1.060	3.255	+ 7,3 %	+ 10,4 %	+ 8,3 %
60 ans et plus	203	131	334	340	201	541	+ 67,9 %	+ 53,4 %	+ 62,2 %
TOTAL	2.905	1.354	4.259	2.940	1.363	4.303	+ 1,2 %	+ 0,7 %	+ 1,0 %

L'ancienne appellation 'prépension' a été remplacée le 1^{er} janvier 2012 par celle de 'chômage avec complément d'entreprise'. A la même date, l'accès à la prépension à temps partiel a été supprimé.

On continue à observer une diminution du nombre de chômeurs avec complément d'entreprise dans toutes les classes d'âge. Dans la classe d'âge de 50 à 54 ans, la baisse est de 40,9 % entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013 et de 78,6 % entre le 1^{er} trimestre 2007 et le 1^{er} trimestre 2013. Dans celle de 55 à 59 ans, la baisse est de 6,7 % entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013 et de 24,2 % entre le 1^{er} trimestre 2007 et le 1^{er} trimestre 2013.

Entre 2012 et 2013, on observe aussi une légère diminution dans classe d'âge des 60 ans et + (- 0,8 %), influencée, comme déjà relevé, par le départ progressif à la retraite de la génération du baby boom. Nonobstant cette faible baisse récente, l'augmentation des 60 ans et + par rapport à 2007 atteint toujours 19,4 %. Malgré le poids de cette classe d'âge, on constate une légère diminution de 0,1 % du nombre total des chômeurs avec complément d'entreprise par rapport à 2007.

L'évolution du chômage avec complément d'entreprise est fortement influencée par :

- l'évolution démographique et l'évolution de la population active. Cette dernière a en effet augmenté de 44 %⁸ depuis 2004 dans la population âgée de 50 à 64 ans alors qu'elle a augmenté dans la population âgée de 15 à 49 ans seulement de 1,7 % ;
- le relèvement progressif de l'âge de la pension des femmes de 60 à 65 ans, qui explique déjà à lui seul l'augmentation entre 2007 et 2012.

Néanmoins, au 1^{er} trimestre 2013, le nombre total des chômeurs avec complément d'entreprise a poursuivi son mouvement à la baisse déjà enregistré durant les trimestres précédents (- 3,0 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012).

⁸ Voir point 11.2

6.2 L'évolution des chômeurs âgés dispensés

Tableau 23

Age	1 ^{er} trimestre 2007			1 ^{er} trimestre 2012			1 ^{er} trimestre 2013		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 ans	1.023	1.501	2.524	93	108	202	61	71	132
55 - 59 ans	27.880	32.268	60.148	9.960	10.908	20.868	10.490	11.642	22.132
60 ans et plus	27.948	20.377	48.325	29.274	28.563	57.837	27.366	26.740	54.106
TOTAL	56.851	54.146	110.997	39.327	39.579	78.906	37.918	38.452	76.370

	Ecart 2013/2007 en %			Ecart 2013/2012 en %		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
50 - 54 ans	- 94,0 %	- 95,3 %	- 94,8 %	- 34,3 %	- 34,8 %	- 34,5 %
55 - 59 ans	- 62,4 %	- 63,9 %	- 63,2 %	+ 5,3 %	+ 6,7 %	+ 6,1 %
60 ans et plus	- 2,1 %	+ 31,2 %	+ 12,0 %	- 6,5 %	- 6,4 %	- 6,5 %
TOTAL	- 33,3 %	- 29,0 %	- 31,2 %	- 3,6 %	- 2,8 %	- 3,2 %

En 6 ans, le nombre de chômeurs âgés dispensés a baissé de 31,2 %. Cette baisse est surtout imputable aux classes d'âge inférieures à 60 ans.

Entre 2012 et 2013, la baisse continue : - 34,5 % pour les 50 à moins de 55 ans et - 6,5 % pour les 60 ans et +. Malgré une hausse de 6,1 % dans la classe d'âge des 55 à 59 ans, le nombre total des chômeurs âgés dispensés a encore diminué de 3,2 %.

Pour rappel, l'âge minimum pour demander la dispense a été relevé progressivement, depuis 2002, de 50 à 60 ans. Cet âge minimum est passé de 58 à 60 ans au 1^{er} janvier 2013 ce qui s'est traduit aussi par une forte progression des entrées des chômeurs dispensés de 58 et 59 ans en décembre 2012 (+ 2.822 par rapport à décembre 2011) anticipant le changement de réglementation. Au cours des prochains mois, on observera un effet inverse de diminution liée à cette modification réglementaire.

7 Mesures fédérales pour l'emploi

7.1 Primes de crise

7.1.1 Demandes

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le régime des primes de crise est en voie d'extinction – cf. point 7.2. Des paiements relatifs aux demandes introduites précédemment sont toujours effectués mais aucune nouvelle demande n'est encore recevable.

7.1.2 Paiements

Tableau 24

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	T1	349	237	42	628
	T2	4.378	3.365	637	8.380
	T3	4.136	3.060	778	7.974
	T4	5.326	4.041	941	10.308
	Année	14.189	10.703	2.398	27.290
2011	T1	5.811	4.387	1.091	11.289
	T2	5.430	4.405	1.214	11.049
	T3	4.386	3.627	872	8.885
	T4	5.557	4.377	1.134	11.068
	Année	21.184	16.796	4.311	42.291
2012	T1	4.462	3.306	1.000	8.768
	T2	1.136	717	332	2.185
	T3	477	189	128	794
	T4	239	104	59	402
	Année	6.314	4.316	1.519	12.149
2013	T1	151	66	57	274
	Répartition	55 %	24 %	21 %	100 %

Le nombre de primes de crise qui ont été payées trimestriellement aux travailleurs ayant perdu leur travail a augmenté au 1^{er} trimestre 2011, jusqu'à un maximum de 11.289 primes. Depuis lors, ce nombre n'a pas cessé de décroître.

7.2 Allocations de licenciement

Depuis le 1^{er} janvier 2012, l'allocation de licenciement a été introduite au bénéfice des travailleurs, des domestiques et des travailleurs sous contrat de travail titres-services. Cette mesure permanente remplace la prime de crise.

7.2.1 Paiements

Tableau 25

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2012	T1	1.081	1.023	129	2.233
	T2	4.220	3.547	803	8.570
	T3	4.279	3.045	813	8.137
	T4	5.217	3.340	749	9.306
	Année	14.797	10.955	2.494	28.246
2013	T1	7.022	4.458	1.002	12.482
	Répartition	56 %	36 %	8 %	100 %

Au cours du 1^{er} trimestre 2013, 56 % des allocations ont été payées à des travailleurs issus de la Région flamande, 36 % à des travailleurs issus de la Région wallonne et 8 % à des travailleurs issus de la Région de Bruxelles-Capitale. Si on cumule les 2 régimes de primes, on observe une augmentation de 16 % (+ 1.755) au premier trimestre 2013 par rapport au trimestre correspondant de 2012, ce qui traduit aussi la détérioration de la conjoncture.

7.3 Plan d'embauche win-win

7.3.1 Contrats

Depuis le 1^{er} janvier 2012, le plan d'embauche win-win n'est plus d'application. Des paiements sont toujours effectués sous ce régime pour des travailleurs qui ont été engagés antérieurement mais aucun nouveau contrat n'a plus été conclu.

Au total 124.742 contrats différents ont été conclus dans le cadre de ce plan.

7.3.2 Paiements mensuels

Tableau 26

		Région flamande	Région wallonne	Région bruxelloise	Pays
2010	T1	702	1.120	154	1.975
	T2	5.410	7.226	1.149	13.785
	T3	8.846	12.481	2.107	23.434
	T4	12.266	17.378	3.153	32.798
	Année	6.806	9.551	1.641	17.998
2011	T1	15.636	22.494	4.398	42.528
	T2	17.459	25.480	4.870	47.809
	T3	18.751	27.045	5.116	50.912
	T4	19.942	30.026	5.787	55.756
	Année	71.788	105.046	20.171	197.005
2012	T1	18.302	27.897	5.402	51.601
	T2	12.608	19.170	3.649	35.427
	T3	7.529	11.551	2.246	21.326
	T4	2.992	4.540	897	8.429
	Année	41.431	63.158	12.193	116.782
2013	T1	493	539	167	1.199
	Répartition	41 %	45 %	14 %	100 %

Au 1^{er} trimestre 2013, on constate une baisse de 97,7 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012 ce qui signifie que cette mesure est presque arrivée à extinction.

Les demandeurs d'emploi issus de la Région wallonne restent majoritaires : 45 % des paiements contre 41 % pour la Région flamande et 14 % pour la Région de Bruxelles-Capitale.

7.4 Evolution des mesures d'activation selon le régime

Tableau 27

	ALE	Progr. de transition profess.	SINE	ACTIVA	WIN-WIN	Compl. de reprise de travail	Total
1 ^{er} trimestre 2007	26.947	5.717	7.974	35.831	0	3.603	80.071
1 ^{er} trimestre 2012	16.038	5.027	11.320	24.818	51.601	19.016	127.820
1 ^{er} trimestre 2013	14.801	5.131	11.196	31.545	1.199	20.450	84.322
Ecart en % 2013/2007	- 45,1 %	- 10,3 %	+ 40,4 %	- 12 %	-	+ 467,6 %	+ 5,3 %
Ecart en % 2013/2012	- 7,7 %	+ 2,1 %	- 1,1 %	+ 27,1 %	- 97,7 %	+ 7,5 %	- 34,0 %
Part en % des régimes 2007	33,7 %	7,1 %	10 %	44,7 %	0 %	4,5 %	100 %
Part en % des régimes 2012	12,5 %	3,9 %	8,9 %	19,4 %	40,4 %	14,9 %	100 %
Part en % des régimes 2013	17,6 %	6,1 %	13,3 %	37,4 %	1,4 %	24,3 %	100 %

Au 1^{er} trimestre 2013, le nombre de personnes qui travaillent dans le cadre du plan activa représentent 37,4 % du total des personnes concernées par les mesures d'activation. Ce nombre a augmenté de 27,1 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012. Cette hausse est en partie due au déplacement progressif du plan d'embauche win-win en voie d'extinction vers le plan activa. Ce nombre n'a toutefois pas encore atteint le nombre de bénéficiaires enregistré au cours du 1^{er} trimestre 2007 (35.831).

La suppression du plan d'embauche win-win qui au 1^{er} trimestre 2012 représentait encore 40,4 % des paiements pour l'ensemble des mesures d'activation explique aussi la baisse globale de 34 % du nombre de bénéficiaires des mesures d'activation entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013.

Par ailleurs, la remise au travail des 50 ans et + via le complément de reprise du travail continue sa progression : de 19.016 au 1^{er} trimestre 2012 à 20.450 au 1^{er} trimestre 2013 (+ 7,5 %).

La baisse du nombre de travailleurs prestant dans le cadre des Agences locales pour l'emploi s'explique par les modifications réglementaires opérées en 2004. Depuis lors, les nouveaux utilisateurs ne peuvent plus faire appel aux ALE pour une aide à domicile de nature ménagère ; d'autre part, les nouveaux travailleurs ne peuvent plus exercer un travail de nature ménagère.

7.5 Titres-services

Tableau 28

	2007	2012	Evol. 2007- 2012	T1 2012	T1 2013	Evol. 2012- 2013
Utilisateurs actifs	449.899	899.558	+ 99,9 %	850.072	908.379	+ 6,9 %
Entreprises agréées	1.720	2.711	+ 57,6 %	2.745	2.693	- 1,9 %
Titres achetés	53.453.329	122.951.700	+ 130,0 %	29.280.817	22.553.027	- 23,0 %
Titres utilisés	49.187.499	114.378.965	+ 132,5 %	28.142.376	30.516.244	+ 8,4 %

Le succès des titres-services apparaît clairement dans le tableau précédent : en 5 ans, de 2007 à 2012, le nombre d'utilisateurs actifs a augmenté de 99,9 % et le nombre de titres utilisés a crû de 132,5 %. Ce succès reste d'actualité : entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013, la hausse du nombre d'utilisateurs actifs est de 6,9 % et celle du nombre de titres utilisés atteint 8,4 %. Quant au nombre d'entreprises agréées, il baisse notamment en raison d'un contrôle renforcé sur l'ensemble du secteur des titres-services et des nouvelles conditions d'agrément imposées aux entreprises. De même, le nombre de titres achetés au 1^{er} trimestre 2013 a baissé sur une base annuelle du fait de l'augmentation d'1 euro du prix du titre-service pour l'utilisateur à dater du 1^{er} janvier 2013 qui avait provoqué des achats anticipés et massifs fin 2012.

8 L'évolution de l'interruption de carrière et du crédit-temps

Tableau 29

		2007	2012	Evol. 2007- 2012	T1 2012	T1 2013	Evol. 2012- 2013
Interruption de carrière ordinaire	complète	8.447	5.998	- 29,0 %	6.329	5.352	- 15,4 %
	mi-temps	36.838	33.932	- 7,9 %	34.661	32.302	- 6,8 %
	réd.1/3 ^{ème} temps	907	1.089	+ 20,0 %	1.107	1.055	- 4,6 %
	réd.1/4 ^{ème} temps	2.347	2.461	+ 4,9 %	2.537	2.318	- 8,7 %
	réd.1/5 ^{ème} temps	23.242	29.687	+ 27,7 %	29.589	29.426	- 0,6 %
Total		71.781	73.167	+ 1,9 %	74.223	70.453	- 5,1 %
Crédit-temps	complète	11.452	6.867	- 40,0 %	7.341	6.104	- 16,9 %
	mi-temps	32.092	38.314	+ 19,4 %	39.646	36.033	- 9,1 %
	réd.1/5 ^{ème} temps	68.122	91.210	+ 33,9 %	92.351	90.844	- 1,6 %
	Total	111.666	136.391	+ 22,1 %	139.339	132.981	- 4,6 %
Formes spécifiques	congé parental	34.111	50.766	+ 48,8 %	52.168	52.824	+ 1,3 %
	assistance médicale	5.554	11.443	+ 106,0 %	11.017	12.875	+ 16,9 %
	soins palliatifs	205	251	+ 22,5 %	252	282	+ 11,6 %
	Total	39.870	62.459	+ 56,7 %	63.437	65.980	+ 4,0 %
Total général		223.317	272.018	+ 21,8 %	276.998	269.414	- 2,7 %

Entre 2007 et 2012, le nombre de paiements pour l'interruption de carrière et le crédit-temps a augmenté de 21,8 %. Durant cette période, ce sont surtout les formes spécifiques d'interruption de carrière qui ont connu une forte augmentation : le congé parental, + 48,8 % et l'assistance médicale, + 106 %. Par ailleurs, la réduction des prestations d'1/5^{ème} temps a connu également une hausse appréciable à la fois dans le régime de l'interruption de carrière (+ 27,7 %) et du crédit-temps (+ 33,9 %). Les réductions de prestations sont de plus en plus nombreuses alors que l'interruption de carrière ordinaire complète et l'interruption de carrière complète en crédit temps diminuent respectivement de 29 % et 40 %

La tendance relevée lors de la parution des derniers indicateurs trimestriels se confirme sur une base annuelle. Le nombre de travailleurs en interruption de carrière ou en crédit-temps baisse de 2,7 % au 1^{er} trimestre 2013 par rapport au 1^{er} trimestre 2012. Cette diminution résulte pour partie des conditions d'accès plus strictes à ces régimes introduites progressivement en 2012 : conditions d'ancienneté, d'âge et de carrière plus strictes et durées autorisées plus courtes. La diminution touche surtout les interruptions complètes et à mi-temps et dans une moindre mesure les réductions d'1/5 temps. Le nombre de travailleurs qui prennent un congé parental a légèrement augmenté (+ 1,3 %) comme l'ont fait davantage le congé pour assistance médicale (+ 16,9 %) et pour soins palliatifs (+ 11,6 %).

Tableau 30

	Interruption de carrière	Crédit-temps	Congés thématiques				Total général
			Congé parental	Soins palliatifs	Assistance médicale	Total	
T1 2012	1.730	3.526	5.783	140	962	6.885	12.140
T1 2013	1.156	2.940	5.919	152	1.257	7.327	11.423
Diff. en %	- 33,1 %	- 16,6 %	+ 2,4 %	+ 8,1 %	+ 30,7 %	+ 6,4 %	- 5,9 %

A la différence du tableau 29 qui traite de l'ensemble des bénéficiaires de l'interruption de carrière, le tableau 30 aborde seulement les personnes qui entrent dans les différents régimes.

Sur une base annuelle, on y relève de fortes baisses à la fois en interruption de carrière et en crédit-temps. Le nombre d'entrants chute respectivement de 33,1 % et de 16,6 %.

Les congés thématiques affichent toujours des hausses : le congé parental + 2,4 %, le congé pour assistance médicale + 30,7 % et le congé pour soins palliatifs + 8,1 %.

Ces dernières hausses ne contrebalancent pas totalement les baisses constatées en interruption de carrière et en crédit-temps. Au total, la baisse affiche malgré tout - 5,9 %.

9 L'évolution des 3 groupes d'allocataires

Tableau 31

	T1 2007	T1 2012	T1 2013	2007- 2013	2012- 2013
Chômeurs indemnisés et chômeurs avec complément d'entreprise	710.133	660.310	662.658	- 6,7 %	+ 0,4 %
Demandeurs d'emploi	475.377	460.176	469.147	- 1,3 %	+ 1,9 %
Non-demandeurs d'emploi	234.756	200.134	193.511	- 17,6 %	- 3,3 %
Travailleurs soutenus par l'ONEM	304.893	422.642	418.598	+ 37,3 %	- 1,0 %
Chômage temporaire & allocations assimilées	153.753	207.555	242.541	+ 57,7 %	+ 16,9 %
Travailleurs à temps partiel	7.668	6.882	7.214	- 5,9 %	+ 4,8 %
Mesures d'activation et de formation	47.370	52.518	52.619	+ 11,1 %	+ 0,2 %
Mesures d'activation et de formation	96.101	155.688	116.223	+ 20,9 %	- 25,3 %
Travailleurs aménageant leur temps de travail	220.439	277.726	269.987	+ 22,5 %	- 2,8 %
Crédit-temps	108.930	139.339	132.981	+ 22,1 %	- 4,6 %
Interruption de carrière ordinaire	71.457	74.223	70.453	- 1,4 %	- 5,1 %
Formes spécifiques	39.312	63.437	65.980	+ 67,8 %	+ 4,0 %
Prépension à mi-temps	740	728	573	- 22,6 %	- 21,3 %
Total des 3 groupes	1.235.464	1.360.678	1.351.243	+ 9,4 %	- 0,7 %

La comparaison entre le 1^{er} trimestre 2007 et le 1^{er} trimestre 2013 fait apparaître une augmentation de 9,4 % du nombre d'allocataires de l'ONEM. Cette hausse concerne surtout les travailleurs, qu'il s'agisse de travailleurs soutenus par l'ONEM par le biais du chômage temporaire (+ 57,7 %) ou des mesures d'activation et de formation (+ 20,9 %) ou de travailleurs qui aménagent leur temps de travail avec l'aide de l'ONEM (+ 22,5 %). La catégorie des chômeurs indemnisés et des chômeurs avec complément d'entreprise diminue quant à elle de 6,7 %.

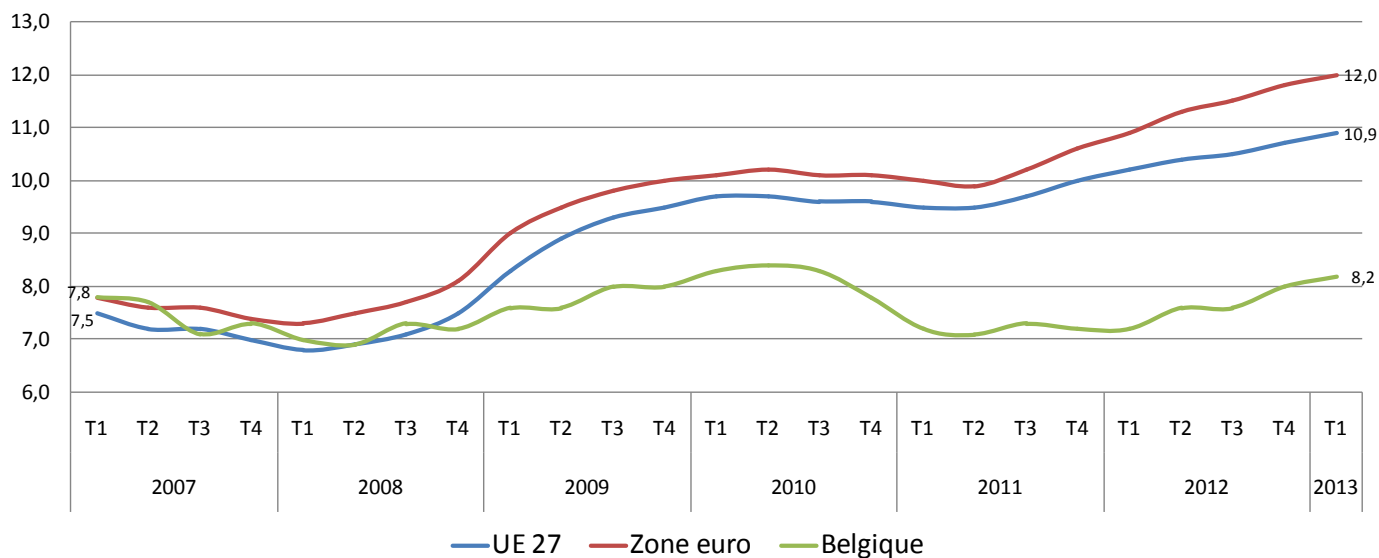
Entre le 1^{er} trimestre 2012 et le 1^{er} trimestre 2013, on constate une légère diminution du nombre total d'allocataires : - 0,7 %. En particulier, les bénéficiaires de mesures d'activation et de formation ont chuté de 25,3 % en 1 an. Cette baisse est surtout due à l'arrêt du plan d'embauche win-win.

Le chômage temporaire augmente, sur une base annuelle, de 16,9 %. Le nombre de chômeurs indemnisés augmente également légèrement (+ 0,4 %).

10 Comparaison internationale

10.1 Taux de chômage

Graphique 15



Source: Eurostat – Taux de chômage harmonisés (15 à 74 ans)– séries EFT ajustées – données désaisonnalisées (une_rt_q)

La situation du chômage en Belgique ne suit pas la même tendance que la moyenne européenne (Union européenne ou Zone euro). Par rapport à cette moyenne, le taux de chômage harmonisé en Belgique a moins augmenté pendant la crise, a davantage diminué en 2010 et 2011 et n'est reparti que plus tard à la hausse en 2012.

Lorsque l'on compare le taux de chômage actuel (8,2 %) en Belgique à celui d'avant la crise (1^{er} trimestre 2008), on note une progression de 1,2 points pourcent. L'augmentation est beaucoup plus importante dans l'Union européenne et dans la Zone euro. Dans cette dernière, on est passé de 7,3 % à 12 %.

10.2 Evolution de l'emploi

Tableau 32

		UE 27	Zone euro	Belgique			UE 27	Zone euro	Belgique
2007	T1	215.331	140.789	4.348	2007	T1	100	100	100
	T2	218.600	142.906	4.345		T2	100	100	100
	T3	221.017	144.307	4.385		T3	100	100	100
	T4	220.335	144.046	4.443		T4	100	100	100
	Année	218.821	143.012	4.380		Année	100	100	100
2008	T1	219.353	143.321	4.450	2008	T1	101,9	101,8	102,3
	T2	221.434	144.479	4.414		T2	101,3	101,1	101,6
	T3	223.121	145.518	4.465		T3	101,0	100,8	101,8
	T4	221.308	144.436	4.455		T4	100,4	100,3	100,3
	Année	221.304	144.438	4.446		Année	101,1	101,0	101,5
2009	T1	217.159	141.652	4.418	2009	T1	100,8	100,6	101,6
	T2	217.859	142.070	4.396		T2	99,7	99,4	101,2
	T3	218.005	141.822	4.415		T3	98,6	98,3	100,7
	T4	216.880	141.669	4.454		T4	98,4	98,3	100,2
	Année	217.476	141.803	4.421		Année	99,4	99,2	100,9
2010	T1	214.169	140.096	4.470	2010	T1	99,5	99,5	102,8
	T2	216.708	141.150	4.443		T2	99,1	98,8	102,3
	T3	217.919	141.581	4.488		T3	98,6	98,1	102,3
	T4	216.893	141.362	4.554		T4	98,4	98,1	102,5
	Année	216.422	141.047	4.489		Année	98,9	98,6	102,5
2011	T1	215.269	140.482	4.454	2011	T1	100,0	99,8	102,4
	T2	217.643	142.063	4.544		T2	99,6	99,4	104,6
	T3	218.131	142.147	4.489		T3	98,7	98,5	102,4
	T4	217.041	141.498	4.551		T4	98,5	98,2	102,4
	Année	217.021	141.547	4.509		Année	99,2	99,0	102,9
2012	T1	214.106	139.777	4.502	2012	T1	99,4	99,3	103,5
	T2	216.417	140.914	4.525		T2	99,0	98,6	104,1
	T3	217.619	141.341	4.536		T3	98,5	97,9	103,4
	T4	216.095	140.231	4.533		T4	98,1	97,4	102,0
	Année	216.059	140.566	4.524		Année	98,7	98,3	103,3

Source: Eurostat - Emploi total de la population résidente (en milliers) - 15 ans et + - Séries EFT ajustées (lfsq_egan)

L'emploi s'est apprécié de 2 % en Belgique au cours du dernier trimestre 2012⁹ par rapport au dernier trimestre 2007. Même pendant la crise, l'emploi est demeuré en Belgique au-dessus du niveau de 2007.

Ce n'est pas le cas pour l'Union européenne et la Zone euro où il est depuis 2009 descendu et demeuré en-dessous du niveau de 2007. En 5 ans, l'emploi a reculé de respectivement 1,9 et 2,6 % dans l'Union européenne et la Zone euro (T4 2012 par rapport à T4 2007).

⁹ Derniers chiffres disponibles - EFT - Eurostat

11 Evolution sur 10 ans

11.1 Les chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi

Tableau 33

T1	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)								Ratio (A) (pop. active)
	par âge				par durée + âge		Total		
	< 25ans	25 à 49ans	50ans et +	50ans et + ¹	2ans et + < 50 j.	50 +	(A)	y compris 50- 59 ¹	
2004	78.926	326.345	49.949	154.933	181.231	26.668	455.219	560.203	9,4 %
2005	74.226	334.269	67.651	158.982	198.378	43.391	476.147	567.478	9,7 %
2006	71.974	319.998	82.641	160.035	188.155	57.600	474.613	552.007	9,5 %
2007	64.756	289.144	91.613	154.285	164.261	68.531	445.513	508.185	8,9 %
2008	59.537	262.957	95.481	147.385	139.193	74.334	417.975	469.879	8,3 %
2009	63.270	265.970	98.973	140.502	123.226	75.625	428.214	469.743	8,4 %
2010	66.695	279.668	107.277	138.598	120.694	79.361	453.640	484.961	8,8 %
2011	60.162	267.389	108.027	132.888	121.907	80.603	435.578	460.439	8,4 %
2012	57.966	261.817	107.932	129.002	116.144	80.516	427.715	448.785	8,2 %
2013	61.077	269.322	105.895	128.159	112.945	75.953	436.293	458.557	8,4 %

1. A réglementation constante c-à-d y compris les 50- 59 ans dispensés. Auparavant, la majorité des chômeurs âgés de 50 à 59 ans n'apparaissaient pas dans les statistiques des demandeurs d'emploi. Ils pouvaient être dispensés d'inscription comme demandeur d'emploi. L'âge de la dispense d'IDE a été augmenté progressivement de 50 à 58 ans entre 2002 et 2012. Depuis le 1^{er} janvier 2013, cet âge a été porté à 60 ans.

Tableau 34

T1	Chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi (CCI DE)								Ratio (A) (pop. active)
	par âge				par durée + âge		Total		
	< 25ans	25 à 49ans	50ans et +	50ans et + ¹	2ans et + < 50 j.	50 +	(A)	y compris 50- 59	
1	2012	2012	2004	2013	2013	2004	2008	2012	2012
2	2008	2008	2005	2012	2012	2005	2012	2013	2008
3	2011	2009	2006	2011	2010	2006	2009	2011	2013
4	2013	2011	2007	2010	2011	2007	2011	2009	2009
5	2009	2013	2008	2009	2009	2008	2013	2008	2011
6	2007	2010	2009	2008	2008	2009	2007	2010	2010
7	2010	2007	2013	2007	2007	2013	2010	2007	2007
8	2006	2006	2010	2004	2004	2010	2004	2006	2004
9	2005	2004	2012	2005	2006	2012	2006	2004	2006
10	2004	2005	2011	2006	2005	2011	2005	2005	2005

Les tableaux précédents comparent les chiffres du 1^{er} trimestre de chaque année depuis 10 ans.

Le premier tableau donne les chiffres absolus du 1^{er} trimestre de chaque année. Le second classe les années selon le nombre de chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi dans la catégorie concernée, en commençant par le plus bas.

On y constate que l'année 2013 se classe en position intermédiaire au sein des classes d'âge inférieures à 50 ans.

Quant au nombre de chômeurs de 50 ans et plus qui augmentait depuis plusieurs années, il baisse pour le cinquième trimestre d'affilée sur une base annuelle : 105 895 unités en T1 2013 contre 107.932 en T1 2012.

Rappelons que la hausse continue observée antérieurement s'explique par le changement de la réglementation en 2002. Auparavant, la majorité des chômeurs âgés de 50 à 59 ans n'apparaissaient pas dans les statistiques des demandeurs d'emploi : ils pouvaient en effet être dispensés d'inscription comme demandeur d'emploi. L'âge de la dispense d'IDE a été augmenté progressivement de 50 à 58 ans entre 2002 et 2012 et vient d'être porté à 60 ans en début 2013. Si on neutralise ce changement réglementaire en intégrant également dans les statistiques des demandeurs d'emploi les chômeurs âgés de 50 à 59 ans dispensés d'inscription comme demandeurs d'emploi, l'année 2013 arrive en seconde position dans le classement des 10 dernières années.

11.2 Les chômeurs âgés dispensés et les chômeurs avec complément d'entreprise¹⁰

Tableau 35

T1	Chômeurs âgés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise				Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et + ¹	Total	
2004	141.055	7.529	43.010	60.275	110.814	251.869
2005	130.308	6.669	43.529	59.539	109.736	240.044
2006	118.940	5.259	43.569	61.277	110.104	229.044
2007	110.997	4.123	41.378	68.145	113.646	224.643
2008	103.241	3.325	39.776	72.264	115.365	218.606
2009	96.410	2.857	38.369	75.616	116.842	213.252
2010	91.491	2.727	37.429	80.302	120.458	211.948
2011	85.400	2.263	36.442	82.632	121.337	206.737
2012	78.906	1.494	33.556	81.899	116.949	195.855
2013	76.180	883	31.409	81.271	113.563	189.743

1. L'âge de la retraite pour les femmes a été porté progressivement de 60 à 65 ans entre 1997 et 2009, ce qui explique en grande partie l'augmentation: 23.021 prépensionnées étaient dans cette tranche d'âge en T1- 2013 (+ 26.740 chômeuses âgées dispensées, soit 49.761 allocataires qui influencent aussi les totaux)

Tableau 36

T1	Chômeurs âgés dispensés	Chômeurs avec complément d'entreprise				Total (B)
		50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 ans et +	Total	
1	2013	2013	2013	2005	2005	2013
2	2012	2012	2012	2004	2006	2012
3	2011	2011	2011	2006	2004	2011
4	2010	2010	2010	2007	2013	2010
5	2009	2009	2009	2008	2007	2009
6	2008	2008	2008	2009	2008	2008
7	2007	2007	2007	2010	2009	2007
8	2006	2006	2004	2013	2012	2006
9	2005	2005	2005	2012	2010	2005
10	2004	2004	2006	2011	2011	2004

Lorsque l'on examine l'évolution des chômeurs âgés dispensés et des chômeurs avec complément d'entreprise au cours des 10 dernières années, on constate que l'année 2013 se classe en première position dans la plupart des cas avec les chiffres les plus bas.

La seule classe d'âge qui fait exception est celle des 60 ans et + dont le nombre demeure très élevé (81.271 unités). Notons cependant que ce nombre décroît sur une base annuelle : 81.271 unités en T1 2013 contre 81.899 en T1 2012. La forte hausse dans ce sous-groupe sur l'ensemble de la période (+ 20.996 unités) s'explique presque intégralement par le relèvement de l'âge de la pension des femmes.

L'évolution est aussi influencée par la forte progression de la population active dans la tranche d'âge de 50 à 64 ans (+ 44 % entre T1 2004 et T4 2012¹¹ - voir point 6.1).

¹⁰ Hors travailleurs en prépension à mi-temps (chiffres très réduits)

¹¹ Derniers chiffres disponibles de l'enquête sur les forces de travail – Eurostat

11.3 Les chômeurs complets indemnisés et les chômeurs avec complément d'entreprise

Tableau 37

T1	Tot. Général (A+B)		Ratio (pop. âge trav.)	
1	2012	623.570	2012	8,6%
2	2013	626.036	2013	8,6%
3	2008	636.581	2011	8,9%
4	2009	641.466	2008	9,0%
5	2011	642.315	2009	9,0%
6	2010	665.588	2010	9,3%
7	2007	670.156	2007	9,6%
8	2006	703.657	2006	10,1%
9	2004	707.088	2004	10,3%
10	2005	716.191	2005	10,4%

L'année 2013 arrive en 2^{ème} position lorsque l'on totalise les chômeurs complets indemnisés (demandeurs d'emploi et non-demandeurs d'emploi plus âgés) et les chômeurs avec complément d'entreprise.

Le ratio de ce groupe total par rapport à la population en âge de travailler est de 8,6 %.

11.4 Les chômeurs temporaires

Tableau 38

T1	Chômeurs temporaires			
	Unités physiques		Unités budgétaires	
1	2007	153.753	2008	40.691
2	2008	160.021	2007	42.089
3	2006	170.912	2006	51.559
4	2005	174.754	2005	51.647
5	2004	176.264	2004	53.935
6	2011	191.023	2011	55.717
7	2012	207.555	2012	61.378
8	2013	242.541	2013	74.879
9	2010	256.113	2010	87.577
10	2009	279.643	2009	89.315

Lorsque l'on étudie l'évolution du chômage temporaire en unités physiques et budgétaires depuis 2004, on constate que le 1^{er} trimestre de l'année 2013 connaît les chiffres les plus élevés après les 1^{ers} trimestres 2009/2010.

11.5 Les demandeurs d'emploi inoccupés et non indemnisés

Tableau 39

T1	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés				Ratio (A) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total	
2004	49.810	28.388	45.607	123.805	2,6 %
2005	48.447	29.337	47.495	125.279	2,5 %
2006	41.586	32.792	43.418	117.796	2,4 %
2007	38.729	32.318	35.503	106.550	2,1 %
2008	35.572	32.022	35.498	103.092	2,0 %
2009	37.773	32.754	39.895	110.423	2,2 %
2010	41.156	33.441	46.346	120.943	2,4 %
2011	38.260	37.014	49.610	124.884	2,4 %
2012	40.624	37.966	52.793	131.383	2,5 %
2013	42.238	38.721	56.979	137.938	2,6 %

Tableau 40

T1	Demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés				Ratio (A) (pop. active)
	Jeunes en stage d'insertion	Autres DE inscrits obligatoirement	DE inscrits librement	Total	
1	2008	2004	2008	2008	2008
2	2009	2005	2007	2007	2007
3	2011	2008	2009	2009	2009
4	2007	2007	2006	2006	2010
5	2012	2009	2004	2010	2006
6	2010	2006	2010	2004	2011
7	2006	2010	2005	2011	2012
8	2013	2011	2011	2005	2005
9	2005	2012	2012	2012	2004
10	2004	2013	2013	2013	2013

Source : service régionaux de l'emploi et calculs Onem

Pour être complet, il faut aussi rappeler qu'un certain nombre de demandeurs d'emploi inoccupés ne sont pas indemnisés par l'assurance chômage. Les chiffres du tableau ci-dessus sont collectés auprès des services régionaux de l'emploi et rassemblés par l'Onem.

Il s'agit des jeunes qui sortent des études et effectuent un stage d'insertion de même que les demandeurs d'emploi inoccupés inscrits obligatoirement ou librement. Parmi les inscrits obligatoirement figurent les chômeurs sanctionnés, les demandeurs d'emploi à charge des CPAS ou reconnus comme handicapés par le SPF Sécurité Sociale. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits librement et non indemnisés, on retrouve bon nombre de demandeurs d'emploi inoccupés de nationalité étrangère qui s'inscrivent pour accéder au marché de l'emploi belge mais qui n'ont pas (encore) droit aux allocations de chômage.

Entre les 1^{ers} trimestres 2012 et 2013, on constate une augmentation de 5 % du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés non indemnisés imputable surtout aux demandeurs d'emploi librement inscrits (+ 7,9 %) et aux jeunes en stage d'insertion (+ 4 %).